



INTERNET HAUTE PERFORMANCE
 INTÉGRATEUR RÉSEAUX & TÉLÉCOMS
 INGÉNIERIE INFORMATIQUE
 RADIOCOMMUNICATION & SÉCURITÉ ÉLECTRONIQUE
 GÉOLOCALISATION & MONITORING

OFIS
 IT. Services. People. You trust.

(+242) 06 600 0000 info@ofis-technologies.com

LA SEMAINE AFRICAINE



65^{ème} année

lasemaineafricaine.net

N° 3819 du Mardi 4 Septembre 2018 - 66^e Année - Siège Social: Bd Lyautey - Brazzaville - B.P.: 2080 - CONGO: 500 F. CFA - FRANCE: 1,75 Euro - Tél.: Direction: (+ 242) 06 600.51.44 - 04.105.20.77 - E-mail: lasemaineafricaine@yahoo.fr

Un Dimanche en paroisse

Saint-Benoît de Nganga-Lingolo

(Archidiocèse de Brazzaville)



Une vue de l'église (P.9)

Médias

Regards croisés sur les 66 ans de La Semaine Africaine



Une vue extérieure du bâtiment de La Semaine Africaine (P.6)

Presse congolaise
 Les prochaines assises de la presse doivent être un miroir englobant (P.3)

Département du Pool
 La guerre, une affaire d'argent! (P.5)

Editorial
 Soixante-six

ANNIVERSAIRE
 A l'occasion de ses 66 ans, le bihebdomadaire catholique La Semaine Africaine prie ses lecteurs ainsi que tous les amis et différents soutiens du journal de bien vouloir participer à la messe qui sera célébrée ce mardi 4 septembre 2018, à 16h30, en la cathédrale Sacré-Cœur de Brazzaville. La Semaine Africaine a été fondée le 4 septembre 1952, par le Père Jean Le Gall, missionnaire spiritain d'illustre mémoire.
 Soyez les bienvenus!

Point de vue
 Y a-t-il un problème Denis Christel Sassou-Nguesso?



Denis Christel Sassou-Nguesso, à gauche (P.15)

IN MEMORIAM

Louis Badila, premier directeur congolais de La Semaine Africaine

Premier prêtre-journaliste congolais, Louis Badila est l'une des figures marquantes de La Semaine Africaine, média catholique, le tout premier et le plus vieux de la sous-région Afrique équatoriale française (AEF). Un espace géographique couvrant autrefois le Tchad, l'Oubangui (actuellement République centrafricaine), le Gabon et le Congo. Fondé le 4 septembre 1952 par le Père Jean Le Gall, missionnaire spiritain venu de France, ce journal, hebdomadaire au départ devenu bihebdomadaire par la suite, a vu se succéder plus de 13 directeurs ayant imprimé chacun sa touche. Parmi ceux-ci, Louis Badila, qui a dirigé le journal de 1963 à 1966.



Louis Badila

Prélat de Sa Sainteté le Pape Jean-Paul II et vicaire capitulaire de Brazzaville pendant deux années suite à l'assassinat du Cardinal Emile Biayenda, Louis Badila est né le 28 juin 1930. Il décède le 28 août 1990 à Brazzaville. Ordonné prêtre le 3 juillet 1960, il a laissé l'image d'un homme ouvert aux autres, mais aussi d'un journaliste à la plume alerte et châtiée, qui savait informer. Des décennies après, ses écrits demeurent d'une portée profonde et d'une résonance actuelle. En dépit des persécutions dues au régime de l'époque, il a exercé la profession de journaliste librement, avec audace et doigté. Son courage de dire

et de faire, d'informer et aussi de communiquer lui a permis de s'ouvrir pleinement aux arcanes du métier et d'imprimer pour longtemps un modèle à lui, dont tout le monde se souvient avec fierté. Parlant de ceux qui avec abnégation se sont investis pour donner une âme au journal qu'il avait lui-même fondé, Jean Le Gall, dans un entretien réalisé avec le père Maurice Milandou, spiritain lui aussi, ne tarit pas d'éloges pour Côme Manckassa et Louis Badila, mais aussi Bernard Mackiza et Fulbert Kimina-Makumbu, alias Pilote. Après son fondateur, la gestion autonome de La Semaine Africaine sous la conduite de Louis Badila a été celle

d'un journal tourné véritablement vers son avenir. Dans la mémoire collective, Louis Badila reste l'ami et frère de Félix Bekiabeka, prélat de Sa Sainteté lui aussi, décédé le 8 janvier 1991, avec qui ils ont su montrer à la face du monde une relation fraternelle vraie et sincère.

En parcourant ses notes personnelles, on retrouve son emblématique texte fondu dans une vision testamentaire, et intitulé: «La mort d'un prêtre». Elle peut, écrit-il, «provoquer des réactions fort différentes: saines ou malsaines, bienveillantes ou malveillantes,

fraternelles ou hostiles. Pourquoi? Parce que le prêtre est un homme capable du bien et du mal, saint ou pécheur. C'est aussi un paradoxe....»

La meilleure manière de scruter le personnage du prêtre-journaliste que fut Louis Badila serait sans doute de lire et relire ses nombreux écrits dans le journal, surtout ses éditoriaux toujours perçants, une vraie mine. Si en plus de l'université, le Congo devrait parvenir un jour à se doter d'un institut pour former les futurs journalistes, projet cher à Bernard Mackiza, Louis Badila mériterait d'être enseigné dans les écoles de journalisme. C'est une figure symbolique que les jeunes journalistes sont appelés à découvrir, au même titre que beaucoup de chevaliers qui, grâce à leur plume, ont fait la pluie et le beau temps du métier dans le pays de Jean Malonga, Tchicaya U'tamsi, Sylvain Ntari Bemba ou Jean-Baptiste Taty Loutard. C'est un devoir de mémoire.

Aristide Ghislain
NGOUMA

OFFRE D'EMPLOI

AMBASSADE DES ETATS-UNIS, BRAZZAVILLE
NUMERO D'ANNONCE: BZV-2018-022

OFFRE D'EMPLOI pour le poste de: Chauffeur
Grade du Poste: FSN-03 (Grille salariale des employés de l'Ambassade des Etats-Unis)

DATE D'OUVERTURE: vendredi 24 août 2018;
DATE DE CLOTURE: vendredi 07 septembre 2018
Nature du contrat: Contrat à Durée indéterminée (CDI), après la période probatoire (période d'essai).

L'Ambassade des Etats-Unis recherche un (1) individu ayant un brevet d'études du premier cycle ou équivalent, un niveau acceptable de la langue anglaise (Niveau 2) et une bonne maîtrise de la langue française (Niveau 3) pour transporter le personnel de l'ambassade des Etats-Unis et les visiteurs officiels de manière confortable, sûre et efficace.

L'intéressé doit être disponible pour répondre aux urgences et aux tâches imprévues par le biais d'une rotation régulière de 10 heures et servir d'expéditeur de voyages en cas d'absence du titulaire pour faciliter le passage des visiteurs officiels à travers les environnements hostiles. Un an d'expérience en tant que Chauffeur est requis pour le poste. L'intéressé doit avoir un permis de conduire en cours de validité.

Un test est prévu, pour les candidats qui seront présélectionnés. Les candidats dont les dossiers ne seront pas retenus pour ce test ne seront pas contactés.

Pour postuler, prière de visiter notre site internet:
<https://cg.usembassy.gov/embassy/jobs>.

Pour de plus amples informations concernant cette offre d'emploi, prière de contacter le bureau des Ressources Humaines aux numéros suivants: 06-612-2000 / 06-612-2133 / 06-612-2143 / 06-612-2109

Par courrier électronique (E-mail) à l'adresse suivante: BrazzavilleHRJobs@state.gov

Veillez adresser vos candidatures en Anglais uniquement.
N.B: LES DOSSIERS DEVRONT ETRE COMPLETS, LES DOSSIERS INCOMPLETS NE SERONT PAS ACCEPTES ET SERONT DONC REJETES.

Merci de votre intérêt et Bonne chance!



CENTRE DE FORMATION ET D'INFORMATION SUECO

Chers Parents, chers étudiants, vous qui cherchez un cadre idéal pour les études: les inscriptions et réinscriptions sont ouvertes à Suéco pour:

Les Bacheliers, les filières suivantes: BTS & Licence Pro: – Management des Ressources Humaines - Banque et Finance - Génie Logistique et Transport et autres.

Les non-bacheliers, les filières suivantes: CAP: Pâtisserie – Hôtellerie – Cuisine – Secrétariat



Bureautique...
Rentrée Académique 2018-2019: Lundi 08 Octobre 2018

Notre Amphithéâtre de plus de 300 places pour vos manifestations: Séminaires – Conférences – Activités culturelles...

Et autres salles de conférences climatisées de 200, 100, 75, 50 et 25 places
Tous, disponibles à la demande

L'unique Amphithéâtre de Pointe-Noire

OFFRE DE SEMINAIRE DE FORMATION ANIME PAR DES EXPERTS CHEVRONNES

Les 4, 6 et 8 Octobre 2018, Suéco organise un séminaire de formation destiné aux représentants du personnel élus et syndicaux, aux managers des ressources humaines et aux dirigeants des entreprises sur le thème: «La dynamisation du partenariat social et la maîtrise des rôles, attributions et fonctionnement des institutions représentatives du personnel dans l'entreprise» dont les principaux sujets à traiter sont:

- La mise en place et fonctionnement de l'intersyndical dans l'entreprise
- Base du dialogue social dans l'entreprise
- Base de composition d'une section syndicale dans l'entreprise et rôle et attributions des représentants syndicaux
- Rôle et attributions des délégués du personnel
- La protection des représentants du personnel
- Traitement des licenciements économiques...

Contacts: suecoec@yahoo.fr / contact@sueco.org

Tél. (+242) 22 294 05 55 / 06 942 38 56 / 05.380.09.50

«Suéco, Former pour libérer l'Homme»



Bacheliers: ouverture des inscriptions au cycle anglais du Bachelor of Business Administration (BBA) de l'IFAM/Paris

Vous venez d'avoir le BAC et vous cherchez une école répondant aux normes internationales pouvant vous permettre d'avoir un diplôme européen, rendez-vous à l'Ecole Supérieure de Commerce et d'Industrie du Congo (ESCIC), une école de la Chambre de commerce de Pointe-Noire et de Paris.

A l'ESCIC, tous nos diplômes (Bachelor & Masters) sont délivrés par nos partenaires européens.

Site: Immeuble PBG, au Centre-Ville, à 100 m de la Radio Pointe-Noire.

Tél.: 06 638 85 87; 04 431 4827- escicinfo2013@grmail.com; www.escic-cg.com

1^{ère} PME Congolaise de Livraison Express depuis 1992.

G'BOX SERVICES
Une Nouvelle équipe qui vous offre :

- + De Dynamisme
- + De Professionnalisme
- + De Réactivité
- + De Sécurité
- + De Satisfaction clients

NOS METIERS

- ✓ Livraisons Express Nationales
- ✓ Livraisons Express Internationales
- ✓ Fret Aérien
- ✓ Fret Routier
- ✓ Fret Maritime
- ✓ E-Commerce

NOTRE FORCE, NOTRE RÉSEAU

- + De 14 agences dans tout le territoire national

NEW FORMULA POWERED BY SAP Business One

Service Clients :
Direction générale Brazzaville - Centre ville en face de la mairie centrale.
Agence Pointe noire - Centre ville Rond point kassat en face du Centre Culturel Français.
Contact: 2017@gboxinternational.net • www.gboxinternational.net
(+242) 05 550 10 73 - (+242) 05 301 02 38

Nos Partenaires:

Presse congolaise

Les prochaines assises de la presse doivent être un miroir englobant

Alors que La Semaine Africaine célèbre ses 66 ans, la presse congolaise se prépare, elle, à ses assises. Elles sont prévues du 25 au 28 octobre prochain. M. Bernard Mackiza est journaliste, ancien directeur de La Semaine Africaine. Il est le fondateur de l'Observatoire congolais des médias. Avec lui, nous parlons, bien entendu, du fonctionnement et des dynamismes des médias au Congo. Entretien avec un pionnier !

**Bernard Mackiza, nous nous apprêtons, nous dans la presse, à célébrer les assises nationales programmées pour le mois d'octobre. C'est l'occasion de jeter un regard rétrospectif sur les attentes, si elles ont été comblées ou ont des chances de l'être. D'autant que ces assises ne sont pas les premières ?*

**Non pas du tout ! Elles sont, d'une façon un peu plus technique, les deuxièmes. Autrement, il y a eu quand-même des rencontres sur les problèmes de la presse, même sous le monopartisme. Mais elles étaient vues sous l'angle de la censure. Nous avons eu, en 1992, une première rencontre du genre parce qu'en réalité les médias gouvernementaux à l'époque, marqués par le marxisme et la lutte contre le colon. A rappeler que, indépendant en 1960, le Congo n'a eu sa première loi sur la presse qu'en 1996. Donc c'est 36 ans après qu'on s'est affranchi de la tutelle de la loi du 29 juillet 1881, une loi française. Vous savez le rôle joué par la radio au Congo pendant la Deuxième guerre mondiale et, donc, on est resté un peu sous tutelle française pendant tout ce temps. Les premiers états généraux de la presse congolaise de 1992 avaient pour mission de traiter pratiquement les problèmes d'indépendance. En fait, de l'indépendance de l'audiovisuel gouvernemental. La seule chose qui a concerné toute la presse c'était simplement le texte de déontologie.

En ce qui nous concerne, nous existions comme Observatoire congolais des médias, et nous avons en 2009 organisé, avec l'aide de l'UNESCO notamment, un colloque en décembre 2009 à Brazzaville. Il ressort de l'analyse faite par la presse congolaise qu'elle n'a pas su négocier le passage du monopartisme à la situation d'aujourd'hui. Il nous faudrait beaucoup de moments de réflexion pour l'avenir d'une presse et d'une profession dont dépend en grande partie le développement. Parce que la communication c'est quand-même l'une des conditions ou la condition essentielle du développement.

Les participants à ce colloque ont relevé des obstacles ma-

jeurs au développement des organes de presse au Congo: insuffisance d'infrastructures; inexistence de véritables entreprises de presse et déficit de l'information, c'est-à-dire faiblesse des animateurs qui n'ont pas la formation appropriée d'où une piètre qualité des programmes et des contenus des médias. Il y a la mauvaise gestion des ressources humaines à laquelle s'ajoute le mauvais management des organes de presse. Il y a l'insuffisance des ressources financières d'où la faiblesse des rémunérations du personnel de médias surtout dans la presse privée. Il y a les pesanteurs politiques, bien entendu. On proclame partout que la censure est prohibée, mais, en réalité, elle existe. ... En gros, ce colloque de 2009 a essayé de relever les gros freins au développement des médias.

**Maintenant, le problème c'est de savoir s'il y a eu évolution depuis ! Nous avons eu des assises en 1992, nous en avons eu en 2009 et aujourd'hui nous nous apprêtons à célébrer celles de 2018, des rassemblements donc des réflexions autour des médias...*

**Je ne pense pas qu'on n'ait véritablement évolué. Je suis peut-être pessimiste, mais quand je vois ce qui se passe, je me dis : il y a quelque chose qui ne va pas ; les sociétés de presse n'existent pratiquement pas, hormis une ou deux entreprises ! La presse privée surtout n'existe pas, parce qu'il n'y a pas d'argent. Ceux qui montent les journaux n'ont pas d'argent et les banques, telles qu'on les voit fonctionner, ne sont pas prêtes à accorder des crédits à des journaux. Ceux qui montent des journaux actuellement, ce sont les hommes politiques parce que les radios qui ont été créées et pas mal de journaux aussi sont financés par les hommes politiques. Les entrepreneurs n'osent pas encore s'aventurer dans la communication, parce qu'à leurs yeux, elle n'est pas rentable. La plupart des journaux qui naissent, notamment du secteur privé, sont des journaux montés par des journalistes. Des journalistes qui ne maîtrisent pas leur projet et qui, ensuite, n'ont pas d'argent, beaucoup n'ont pas



Bernard Mackiza

la formation pour gérer une entreprise, parce que c'est une entreprise comme les autres.

**La réclamation de constitution de groupe de presse... à l'exemple de Golf Fm au Bénin, Le Soleil de Dakar etc... : est-ce vraiment l'idéal ?*

**En réalité, au sortir de la Conférence nationale, nous nous sommes dit qu'il fallait absolument «éclater». On est arrivé à une cinquantaine de journaux évoluant dans les conditions qui sont les leurs. Vous savez qu'au Congo, il n'y a pas d'aide financière de l'Etat à la presse privée. Or la presse, entreprise extravertie, achète tout de l'extérieur. Il y a un texte qui dit que tout ce qui concourt à la production de la presse doit être exonéré, mais on l'ignore allègrement ! Il y a une espèce de dualité entre la presse gouvernementale et la presse dite privée, parce que quand les officiels parlent, ils ne parlent que de la presse d'Etat et lorsqu'ils parlent de la presse privée c'est pour lui reprocher son «non-professionnalisme», et pas mal d'autres choses.

**Pour les assises d'octobre 2018, bon nombre de griefs qui avaient été formulés aussi bien en 1992 que lors du colloque de 2009 restent valables. Est-ce qu'on ne fait pas du surplace ?*

**Non, on ne fait pas du surplace C'est-à-dire qu'il faut que les acteurs puissent évoluer, comprendre que la presse ce n'est pas simplement le fait d'aller au bureau et de dire ceci ou cela ou, quand on est responsable d'une institution, qu'on ne se contente pas de ce que l'Etat a dit. C'est un problème de mentalités en Afrique, il y a des zones où les choses évoluent. Mais, au Congo, le ministère de la Communication doit cesser d'être simplement le porte-parole du Gouvernement, il faut qu'il soit l'institution qui réfléchit au développement de la presse.

**Aujourd'hui, un ministre de*

la Communication qui veut prendre réellement à bras le corps les problèmes des médias, quelles sont les premières mesures essentielles qu'il devrait prendre ?

**D'abord se convaincre que la presse, c'est une affaire de toute la république, de l'Etat. Et faire en sorte que ceux qui travaillent puissent s'entendre, qu'il y ait une possibilité de formation permanente des journalistes. Notre presse est malade de l'incompréhension: elle n'est pas comprise par ceux qui la font, la dirigent; par ceux qui forment les journalistes par les gouvernants, et par les consommateurs. A l'heure actuelle, au Congo, les journaux on ne les trouve qu'à Brazzaville, et parfois à Pointe-Noire.

**Parler d'association des journalistes: elles n'existent pas ou elles existent mal ?*

** Cela existe un certain moment et l'instant d'après, plus grand chose! Il nous faut les relancer pour l'opération de régulation et d'autorégulation, c'est essentiel.

**La presse souffre donc de beaucoup de maux aujourd'hui, pour vous une presse qui fonctionne bien c'est laquelle, c'est comment ?*

**Une presse qui fait son travail; qui a un tirage qui atteint tous les coins de la République; qui donne la parole à tous ceux qui veulent la prendre et à tous ceux qui ont des possibilités de suggérer le développement. J'avais tenté une expérience en 1980, en essayant d'associer les Professeurs d'université.

**Est-ce que vous, votre génération, avez préparé la suite ? Est-ce que vous qui saviez avez fait savoir ?*

**C'est exact: il y a vraiment du travail de transmission à faire. Quand je ne prends que le cas de la Semaine Africaine, nous étions pendant des années trois personnes seulement à y travailler. Quand vous, les jeunes, êtes venus, ça nous a un peu libéré mais s'il fallait créer des associations à l'époque, il aurait fallu plus de personnes; on n'était pas très nombreux, vous savez! Aujourd'hui, c'est possible. Il faudrait une politique de la communication. Il nous faut : une maison de la presse, pour l'apprentissage du métier tout au long de la vie professionnelle; mettre en place, dans chaque centre important, un bureau de presse pour favoriser la formation des journalistes; parce que la presse congolaise est extravertie, il convient de susciter la création d'une centrale d'achat des

Editorial

Soixante-six

Le journal que vous tenez dans les mains accomplit aujourd'hui même, 4 septembre, l'âge vénérable de 66 ans. Cet âge nous impose de poursuivre la voie tracée par nos devanciers. Et de continuer la diffusion du message social de l'Eglise qui a façonné des consciences et représente un point de convergence indéniable pour tous ceux qui veulent du bien à ce pays, cette sous-région et les peuples qui l'habitent. **Nous réaffirmons notre droit à la différence ; ne nous situant dans aucun des camps protagonistes où tous les moyens sont permis pour parvenir à toutes les fins.**

Nous ne nous remplissons pas, deux fois par semaine, de bondieuseries non plus qui pourraient devenir fastidieuses pour ceux qui ne se réclament pas du christianisme. Ne se reconnaissent pas forcément dans un message d'immanence qui nous voit en créatures appelées à imiter par l'amour et la paix Celui qui les a créés à Son image et à Sa ressemblance. Dans nos colonnes continue de circuler un air de liberté responsable, qui ne nous donne pas à être libres de tout, mais aussi à ne pas restreindre la liberté de parole de ceux qui nous font l'amitié de leurs écrits, que nous publions ou non, sans pression. Dieu merci, l'Evangile de Jésus-Christ est assez largement œcuménique, pour ne pas concerner les seuls baptisés, et totalement ouvert pour se fermer sur les autres !

En 66 ans de vie, La Semaine Africaine est passée par de nombreux épisodes historiques. Des hauts et des bas. Même son nom a changé par deux fois. Ses rédacteurs en chefs sont allés en prison, l'un d'eux torturé; soupçonnés parfois d'être des «valets de l'impérialisme», des sujets à la remorque d'oppositions éphémères ou même des complices des pouvoirs en place, toujours parce que nous avons tenu à cette ligne des origines tracée par les pionniers. «L'Afrique bouge, il faut bouger avec elle», écrivait le fondateur, le Père Jean Legall, en 1952. Paroles prémonitoires, huit ans avant des indépendances dont nous sommes devenus les témoins de leur maturation, de leur proclamation et de leurs désillusions aussi.

Nous avons 66 ans, mais nous avons toujours besoin de vous, amis lecteurs. Dans les écrits de vous qui nous parviennent, louangeurs ou vitriolés (nous donnons un petit verbatim de votre regard sur nous en page 6), nous puisons inspiration et force. Nous sommes – nous voulons être – le reflet du souffle de notre société : son halètement, ses soupirs, ses angoisses et ses espérances. Nous n'entendons pas nous écarter de cette ligne éditoriale, espérant que de votre part vous ne nous laisserez pas tomber non plus.

Albert S. MIANZOUKOUTA

consommables de la presse; favoriser la couverture de l'actualité sur toute l'étendue du territoire national; veiller à l'application des textes prévus par la loi 08/2001 du 12 novembre 2001; faire accéder la presse congolaise aux nouvelles

technologies de l'Information et de la Communication ; coopérer franchement avec le ministère de la Communication.

Propos recueillis par
Albert S. MIANZOUKOUTA

Lutte contre la corruption

Clément Mouamba conforte le combat de la commission

Le premier ministre, chef du Gouvernement, Clément Mouamba, a échangé samedi 1er septembre 2018 sur quelques dispositions liées au fonctionnement de la Commission nationale de lutte contre la corruption, la concussion et la fraude dont la primature a la tutelle. Il a encouragé les actions que mène actuellement cette commission sur le terrain et souligné que la lutte contre la corruption est un combat à long terme qui concerne toute la société.

La rencontre du premier ministre était motivée par la publication du dernier rapport de la Commission nationale de lutte contre la corruption et surtout par la conférence de presse animée la semaine dernière par le président de cette commission, Lamy Ngué qui, semble-t-il, a fait des émules. L'orateur a rappelé aux journalistes que la commission contre la corruption est un organe technique qui assiste le Gouvernement dans la mise en œuvre de sa politique de lutte contre la corruption. «Elle travaille sur des sujets précis. Elle se saisit d'office ou par dénonciation. Lorsqu'elle est saisie, elle respecte le principe du contradictoire dans la réalisation des enquêtes et investigations» a-t-il indiqué. Parlant des faiblesses de cette commission, il a noté le manque

de moyens financiers qui ne permet pas d'aller un peu partout pour mener des enquêtes et investigations. L'autre faiblesse, c'est qu'elle était d'abord sous la tutelle de la présidence de la République, puis aujourd'hui sous la tutelle de la primature. «Cette commission n'est pas aux ordres; elle travaille en toute indépendance. Elle met en lumière, dans une démarche rigoureuse, les faits susceptibles de constituer des actes de corruption, de concussion et de fraude» a-t-il rappelé. Il a souligné par ailleurs que la lutte contre la corruption ne concernait pas seulement l'argent public, mais tout le monde, toute la société. Une autre faiblesse évoquée, la présomption d'innocence. Car pour un bon nombre de Congolais, le fait pour un citoyen d'être audition-



Clément Mouamba

né lors des enquêtes est perçu comme une accusation déjà formulée. «Quand j'avais rencontré les membres de la commission, je leur avais déjà dit que vous enquêtez sur des personnes il faut beaucoup de doigté, beaucoup de droiture. Il faut savoir se taire, ne pas divulguer les secrets d'enquête. Moins vous parlez, mieux ça vaut». Pourquoi les rapports de la commission sont-ils rendus publics? Clément Mouamba a indiqué que le Congo a signé des conventions internationales qui imposent aux institutions de rendre publics leurs rapports,

y compris par voie de presse. Cette exigence posée par deux textes supranationaux a été prise en compte par le Congo, dans son ordonnancement juridique interne à travers le décret 2009-235 du 13 août 2009, pris en conseil des ministres qui fait obligation à la commission d'organiser des conférences de presse tous les six mois. Cela est un élément d'évaluation des efforts du pays dans la lutte contre la corruption par les organismes internationaux spécialisés, à l'instar de Transparency International.

Pascal AZAD DOKO

Lettre ouverte à Madame la ministre de la Santé et de la population

Objet: Travaux de réhabilitation de la maternité du Centre de santé intégré de Lékana sur fonds de l'UNICEF

Madame la Ministre,

Dans le cadre des accords de coopération avec la République du Congo, l'UNICEF, par le biais de sa représentation à Brazzaville, a lancé un programme de réhabilitation des infrastructures sanitaires dans certains départements de notre pays, parmi lesquelles figure le projet de réhabilitation de la maternité du Centre de santé intégré de Lékana, propriété de l'Etat Congolais. Un appel d'offres a été lancé et l'entreprise en charge des travaux vient d'être sélectionnée sur la base de ses meilleures offres techniques et financières présentées.

Il sied d'indiquer qu'au plan sanitaire, le district de Lékana compte au total quatre (4) Centres de santé intégrés, à savoir:

- Le Centre de santé intégré de Lékana centre;
- Le Centre de santé intégré de Lagué;
- Le Centre de santé intégré de Kébara;
- Le Centre de santé intégré de Nkoua.

Et onze (11) postes de santé. Curieusement, à la surprise générale, et au grand étonnement des popula-



tions de Lékana, une résidence privée qui, jadis, a abrité un cabinet de soins de santé, propriété d'un haut cadre politico-administratif, originaire de Lékana, sous l'appellation du Centre de santé intégré de Lékana (Bercy), a été retenue par votre ministère en vue de la réhabilitation de sa maternité qui n'existe que de nom sur financement de l'UNICEF.

Une mission s'est rendue tout récemment sur le site pour faire un état de ces lieux, comme indiqué ci devant, le district de Lékana compte au total quatre (4) Centres de santé intégrés.

Bercy est une résidence privée et non un Centre de santé intégré, comme l'entend faire croire son propriétaire.

Du point de vue du principe, réhabiliter une résidence privée avec des financements des partenaires au développement qui accompagnent par leur aide multiforme le Gouvernement Congolais dans l'exécution du programme de société de Son Excellence, Monsieur le Président de la République, «La marche vers le développement», est inacceptable et intolérable.

Dans le cas de Lékana, l'on est en droit de penser, sans le moindre détour ou commentaire superflu, à un détournement des fonds publics, fruit d'une harmonieuse coopération du Congo avec ses partenaires extérieurs par un simple citoyen qui profiterait de sa position privilégiée au sein de l'appareil exécutif pour servir ses intérêts personnels au détriment de toute la collectivité de Lékana dont il est lui-même issu.

Au moment où Son Excellence, Monsieur le Président de la République ne cesse de stigmatiser avec force, les antivaleurs dans toutes leurs formes et où le Gouvernement sous sa très haute clairvoyance, fait de la bonne gouvernance son cheval de bataille pour parvenir à la croissance économique de notre pays et à la soutenabilité de sa dette, pareille attitude ne saurait être tolérée.

Aussi il n'est un secret pour personne que les partenaires extérieurs du Congo ont toujours exigé et/ou demandé au Gouvernement Congolais une gestion efficiente et rigoureuse des financements octroyés à notre pays dans le cadre des accords de coopération et que tout détournement de chapitre ou de ligne courrait le risque d'un glissement d'un projet quelle que soit sa nature. De ce qui précède, il vous revient d'user de vos compétences dans les meilleurs délais, pour ordonner l'exécution des travaux sur le site public du Centre de santé intégré de Lékana.

En conséquence, vous n'êtes pas sans savoir que toute intention à vouloir changer, sous quelque prétexte que ce soit, le site public du projet dénoterait non seulement le non-respect des engagements librement consentis par notre pays avec ses partenaires extérieurs, mais surtout entraînerait des remous sociaux aux conséquences non négligeables dans cette contrée où les populations sont déjà dans la ferveur du démarrage imminent de ce projet de salut public, qui viendrait substantiellement soulager, tant soit peu, les conditions d'hospitalisation et d'accouchement dans cette maternité publique.

Comptant sur votre diligence à rétablir l'ordre dans ce dossier, pour l'intérêt de la République et pour le plus grand bien des populations de Lékana. Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de notre considération distinguée.

Le 30 août 2018.

Pour le Comité pour la réhabilitation de la maternité de Lékana, NKOUA-MBOU Basile.

HCR (Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés)

Remise des passeports et titres de séjour aux anciens réfugiés rwandais

Sous la direction de M. Séraphin Ondélé, directeur de cabinet et représentant du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, la cérémonie de remise des passeports et titres de séjour pour l'intégration locale des anciens réfugiés rwandais vivant en République du Congo a eu lieu mardi 28 août 2018 à Brazzaville. A ses côtés, M. Cyr Modeste Kouame, représentant du HCR au Congo; Jean Baptiste Habyalimana, ambassadeur de la République du Rwanda.

Au cœur de cette cérémonie, neuf récipiendaires rwandais ayant opté pour l'intégration locale ont été à l'honneur. M. Cyr Modeste Kouame a remercié le Gouvernement de la République du Congo et celui de la République du Rwanda pour leur appui respectif conformément aux engagements pris lors des réunions tripartites. «Il s'agit en fait, de faciliter l'intégration locale par des mesures concrètes afin de permettre à un grand nombre d'anciens réfugiés de bénéficier de cette solution qui est celle qu'ils préfèrent. A l'endroit des anciens réfugiés rwandais, j'aimerais les encourager à se décider de choisir l'une de ces deux solutions afin de refaire leur vie dans la dignité. Pour terminer, je voudrais solliciter l'appui des médias afin de continuer la sensibilisation en vue de renforcer les lignes qui sont en train de bouger». Prenant la parole à son tour, M. Jean Baptiste Habyalimana, a remercié les autorités et le peuple congolais pour avoir accueilli les réfugiés rwandais sur leur sol: «Un accueil qui a favorisé leur intégration

socio-culturelle et économique. Je rappelle cependant que, pour pouvoir obtenir les documents nécessaires à l'intégration en République du Congo, les sujets rwandais doivent acquiescer le passeport en se présentant à l'ambassade du Rwanda ici à Brazzaville. La procédure d'acquisition de ce passeport a été expliquée à maintes reprises par des communiqués officiels, au niveau du guichet unique ouvert à cet effet. Aujourd'hui, l'ambassade est disponible pour assister les sujets rwandais qui veulent acquiescer leur passeport. Ce passeport va servir de droit d'intégration locale et aussi pour des déplacements dans d'autres pays qu'ils désirent, contrairement à la rumeur selon laquelle ces passeports ne sont que des cartes pour se déplacer du Congo au Rwanda. Ce sont des passeports internationaux et je félicite les Rwandais qui les ont obtenus. Je saisis cette opportunité pour rappeler aux anciens réfugiés rwandais qui sont actuellement sans papiers sur le sol Congolais pour leur dire qu'ils ne sont pas obligés



L'ambassadeur rwandais remettant un passeport à son compatriote

de rentrer au Rwanda, mais de passer à l'ambassade et nous allons les aider à régulariser leur situation dans le pays d'accueil».

La dernière allocution a été celle de M. Séraphin Ondélé, directeur de cabinet et représentant le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation qui a relevé la singularité de la cérémonie: «Il n'est pas coutume d'organiser une cérémonie officielle pour remettre les titres de séjour aux étrangers. Mais cette cérémonie est assez particulière, parce qu'elle survient au cours de plusieurs négociations entre la République du Congo, la République du Rwanda et le HCR. C'est pour nous un événement particulier parce qu'il marque une étape décisive dans la mise en œuvre de la cesse de cessation du

statut de réfugiés rwandais, entrée en vigueur, vous l'avez entendue, le 30 juin 2013 et devenue effective le 31 décembre de l'année dernière. Le Gouvernement congolais voudrait par ma voix, marquer sa solidarité à l'endroit de la République du Rwanda d'avoir pu mettre à la disposition de ces anciens réfugiés rwandais, des titres de séjour afin de faciliter leur intégration locale. Je rappelle à ceux qui sont en situation irrégulière de se mettre en harmonie avec la réglementation en vigueur, mais aussi avec sa législation pays que le Congo, c'est un des pays du monde. Je félicite le HCR qui a facilité cette procédure».

Victor GUEMBELA.

Département du Pool

La guerre, une affaire d'argent !

«Réaliser le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex-combattants ninjas Nsiloulous et les membres de leurs communautés». Tel est l'objectif du document de projet signé le 1^{er} septembre 2018 entre le Gouvernement représenté par Euloge Landry Kolélas, haut-commissaire à la réinsertion des ex-combattants, et Anthony Ohemeng Boamah, coordonnateur résident du système des Nations Unies en République du Congo.

Le programme de désarmement, démobilisation et réintégration (PDDR) fait suite à la résurgence du conflit dans le département du Pool le 4 avril 2016, entre les forces gouvernementales et celles des rebelles ninjas, conduites par Frédéric Binsamou alias «Pasteur Ntumi». Les deux parties ont signé le 23 décembre 2017 à Kinkala, l'accord de cessez-le-feu et de cessation des hostilités. Le Gouvernement a estimé le nombre des ninjas Nsiloulous entre 5000 et 6000 éléments. Les représentants de Ntumi évoquent, quant à eux, le chiffre de 10.000 éléments dont 1400 identifiés lors du dernier processus de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) et 2000 ayant rejoint le groupe armé durant la période du récent conflit de 2016-2017. Le conflit du Pool a jeté sur les routes des milliers de personnes contraintes à des déplacements incessants pour échapper aux combats, aux bombardements, aux massacres, aux viols et autres traitements cruels, inhumains et dégradants. Ces déplacements forcés ont provoqué des effets négatifs à trois niveaux: sur le plan économique (pillages, destructions et vols des biens et immeubles des déplacés, l'arrêt du trafic ferroviaire, etc); sur le plan social dont les répercussions sont observables dans les secteurs de la santé et de la nutrition, l'éducation et de l'habitat; sur le plan politique (le déchirement du tissu social et, partant, la désagrégation de l'unité nationale).

l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ce document projet a ainsi pour but d'assurer le désarmement, la démobilisation et la réintégration d'au moins 7500 ex-combattants et 2500 membres de leurs familles et des communautés. Son coût global est évalué à 8.300.000.000 F.CFA reparti comme suit: désarmement (842.500.000 F.CFA), démobilisation et réintégration (950.000.000 F.CFA), réintégration (4.687.500.000 F.CFA), gestion du programme (1.820.000.000 F.CFA). A noter que ce programme est complémentaire aux initiatives de plan de réponse humanitaire visant l'intégration des populations déplacées et de projet d'appui à la consolidation de la paix et le démarrage du processus de DDR dans le département du Pool mis en œuvre par le système des Nations Unies. Pour Euloge Landry Kolélas, ce programme est le fruit des leçons tirées des différents programmes initiés dans le pays. «Il est complet et fait une part belle à la réintégration qui prend pratiquement 56,48% des ressources. C'est une réponse pour régler définitivement la crise dans le Pool», a-t-il estimé. Selon lui, «l'actuel programme assurera une meilleure harmonisation entre le désarmement, la démobilisation et la réintégration et mettra un accent particulier sur le renforcement des capacités des parties prenantes au processus DDR». «On vient de signer un docu-



L'échange des parapheurs entre Anthony Ohemeng Boamah et Euloge Landry Kolélas

ment de projet. Pour le mener à bien, il faut des ressources financières. Nous sommes confiants que le Gouvernement va disponibiliser les ressources nécessaires», a espéré Anthony Ohemeng Boamah. Créé par décret présidentiel le 10 août 2001, le Haut-commissariat à la réinsertion des ex-combattants (HCREC) avait pris le relai de l'action du comité de suivi des accords de cessez-le-feu et de cessation des hostilités et celle du PNUD, par l'entremise de l'Organisation internationale des migrants (OIM). A son actif, un seul regret: celui de n'avoir pas pu réinsérer dans le cadre du programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion des ex-combattants (PNDDR) élaboré avec l'appui de la communauté internationale, les 5000 ninjas du Conseil national de la résistance (CNR) du Pasteur Ntumi, en raison, selon Michel Ngakala, Haut-commissaire à l'époque, «du retard pris dans la mise en œuvre des accords politiques entre le Gouvernement et le CNR». Le 11 juillet 2013, Norbert Dabira qui succéda à Michel Ngakala à la tête du HCREC, évoquait lors de la première session ordinaire de la Commission nationale de démobilisation et de

réinsertion des ex-combattants (CONADER), la nécessité de finaliser le projet de réinsertion de ces 5000 ex-combattants. «L'accord initial conclu avec le PNUD pour la réinsertion de ces ex-combattants, était de 4 milliards de F.CFA dont, 1 milliard de contribution du Gouvernement congolais et, 3 milliards du PNUD. Le PNUD est revenu sur son engagement et a utilisé les fonds naguère prévus pour ce projet dans d'autres programmes... Par ailleurs, le ministre des Finances avait mobilisé, à travers un ordre de paiement par anticipation, un milliard de francs CFA dont le président de la République nous a chargé de retrouver la trace», avait-il fait constater. Ce constat reste une réalité à ne pas ignorer dans la reprise des hostilités dans le Pool. Ces ex-combattants constituaient une réserve d'individus facilement mobilisables et manipulables par des personnes susceptibles de trouver des prétextes pour perturber la paix, sans oublier la grogne des ex-combattants mal réinsérés et l'avidité de personnes pas directement impliquées.

Cyr Armel YABBAT-NGO

Bersol Exaucé Ngambili Ibam, coordonnateur de l'initiative «Le Congo que nous voulons»

«Il n'y a pas au Congo une loi qui interdit à un citoyen de faire des actions de bienfaisance»

Le coordonnateur de l'initiative «Le Congo que nous voulons», le député Bersol Exaucé Ngambili Ibam, est monté au créneau, à la faveur d'une tribune qu'il a eue avec la presse la semaine dernière, pour répondre aux détracteurs de leur organisation, et du président de l'initiative «Le Congo que nous voulons», le député Denis Christel Sassou-Nguesso.

«L'initiative le Congo que nous voulons est un cercle de réflexion et non

un parti politique. Les actions de bienfaisance que ne cesse de mener son président, Denis Christel Sassou-Nguesso, sont apolitiques», a-t-il dit. Mais souvent ses actions sont qualifiées de campagne électorale déguisée. Le coordonnateur a relevé que le président de l'initiative n'est pas en campagne: «Je réitère une fois de plus que l'initiative «Le Congo que nous voulons» n'est pas un parti politique, ni un courant». Pour lui, les descentes du fils du chef

de l'Etat sont effectuées pour soutenir les actions du président de la République, Denis Sassou-Nguesso, en collectant les recommandations des populations. «Ce que nous faisons c'est pour reconforter les actions du président de la République, son projet de société, qui devrait prendre dans le Congo profond, les aspirations profondes de la population. C'est donner la parole au peuple».

Pascal Azad Doko

Coup d'oeil en biais

Une partie de la forêt de l'ex-ORSTOM dévorée par les flammes!

Un incendie a touché dimanche 2 septembre 2018, la réserve forestière de l'Institut de recherche scientifique (IRS), ex-ORSTOM. Le feu, dont l'origine reste inconnue, a dévoré 1 hectare. Les flammes, jusqu'à 3 mètres de hauteur au sommet des arbres, ont menacé les installations électriques. Les sapeurs-pompiers ont pu sauver le reste de la réserve forestière, les maisons et les installations attenantes. Près de 4000 litres d'eau et beaucoup de moyens déployés en hommes et en véhicules leur ont permis de maîtriser les flammes. C'est le quatrième incendie à être déclaré en l'espace de trois semaines dans cette réserve forestière de l'ex-ORSTOM.

Rumeur de disparition d'argent à Dolisie

La rumeur s'est propagée comme une trainée de poudre: plus de 60 millions de francs auraient disparu des caisses de la Recette municipale de Dolisie! L'argent devait servir à l'organisation de l'assemblée générale des maires du Congo le 30 juillet dernier. Or cette assemblée avait été suspendue par la Cour suprême après saisine du président de l'Association des maires du Congo, Christian Roger Okemba (maire de Brazzaville). Le tout se passe alors que le maire de Dolisie, Ghislain Rodrigue Nguimbi Makosso, est en séjour de santé en France depuis le 14 août 2018. Et que les agents de la mairie de Dolisie comptent plusieurs mois d'arriérés de salaires!

Vol d'un nourrisson au quartier Manianga

Un bébé de trois mois a été volé, la semaine passée, au quartier Manianga par une femme qui a affirmé que la commission lui a été faite par une ressortissante camerounaise en partance pour la France où elle doit rejoindre son mari. Cette dernière ne concevant pas, elle a pris ce raccourci pour résoudre le problème de son infécondité. Hélas! La voleuse a été rattrapée jeudi 28 août à Talangaï, vers l'avenue Jean-Dominique Okemba. Elle médite sur son acte. Pour la brigade de recherche de la gendarmerie nationale de Brazzaville II, il s'agit certainement d'un vaste réseau. Les recherches se poursuivent pour le démanteler.

Pollution des environs de l'ISG à Brazzaville

Une société d'assainissement a installé une aire de transit dans le périmètre de l'Institut supérieur de gestion (ISG) de l'Université Marien Ngouabi, situé dans le quartier commercial de Mpila, à Brazzaville. Elle y dépose quotidiennement les ordures ménagères collectées dans le quartier et bien au-delà. Résultat: plus possible d'y respirer l'air pur. Les gens, obligés de se boucher les narines, ne savent plus sur quel pied danser.

Echec des enquêtes parlementaires: l'explication d'Assen Bozire

«Aujourd'hui, nous avons comme des sphères. Il y a ceux qui sont en haut, qui détiennent le pouvoir, qu'on ne peut pas bouger quelles que soient les conditions. Et il y a ceux qui exécutent, qui doivent obéir à leurs ordres. La réalité au Congo, c'est ça! Aujourd'hui, il est difficile pour un député d'aller enquêter. On sait comment ces députés sont arrivés à l'assemblée nationale. (...) Il n'y a pas eu réellement d'élections démocratiques dans notre pays. Si on fait une vraie élection, 80% des députés actuels risquent de sauter. Comment voulez-vous que ces députés-là puissent réellement être indépendants? Ils doivent être reconnaissants à ceux qui ont permis qu'ils soient là! Et ceux qui ont permis qu'ils soient là sont souvent au Gouvernement!», a dit Assen Bozire lors d'un débat intitulé: «L'enquête parlementaire dans la lutte contre les antivaleurs», sur VOX TV.

Le point de vue d'un membre du PCT sur la longévité au Gouvernement

Journaliste et membre affiché du Parti congolais du travail (PCT), Asie Dominique de Marseille est foncièrement opposé à la longévité des ministres au Gouvernement: «Un ministre n'est pas fait pour être quinze ans au Gouvernement! Même s'il est intelligent, c'est trop! Je suis pour la rotation des cadres, l'égalité de rotation des compétences et d'intelligence. Ce qui fait que, en Europe où je suis resté un peu comme tout le monde, c'est rare qu'un ministre fasse cinq ans au Gouvernement. Comment voulez-vous que dans le même Gouvernement on ait des gens qui reviennent, qui ne sont pas forcément brillants. Mais, pourquoi les reconduire? Est-ce qu'il y a carence, est-ce que le Congo est un désert de compétences? Non, ce pays n'est pas un désert de compétences. Peut-être, il y a des pesanteurs sociologiques, obscures qu'on ne connaît pas.»

Des inciviques mettent le feu au cimetière de Madibou

Des gens ont inconsciemment ou délibérément mis le feu au cimetière privé situé derrière le poste-transformateur SNE de Madibou, à côté de l'arrêt Pharmacie, dans le huitième arrondissement de Brazzaville. La plupart des tombes sont endommagées. Certaines sont totalement détruites, d'autres fissurées. Ce cimetière, totalement abandonné à son triste sort, n'a pas de mur de clôture.

Médias

Regards croisés sur les 66 ans de La Semaine Africaine

D'après un sondage réalisé auprès des lecteurs, le bihebdomadaire catholique d'information et d'action sociale reste un journal crédible pour les Brazzavillois, toutes sensibilités confondues. Néanmoins des avis divergent sur le contenu des articles et surtout sur sa disponibilité dans les quartiers de la ville capitale. Voici quelques réactions du lectorat d'un journal historique du Congo.

Tous les lecteurs s'accordent pour reconnaître la neutralité de La Semaine Africaine au fil du temps. Robert Engambé assimile le journal à un palabre où chacun exprime ses opinions en toute liberté. Les idées des acteurs politiques, économiques, sociales ou culturelles, ajoute-il, sont révélées sans distinction aucune. Cet avis est partagé par Okandza Bernard qui pense que le journal est d'une impartialité à toute épreuve.

Mme Jacqueline Mouro, conseillère à la presse de l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique au Congo, s'est exprimée ainsi: «Je suis à Brazzaville seulement depuis octobre 2017, il n'est donc

peut-être pas évident d'établir un diagnostic fiable de cet organe de presse, mais La Semaine Africaine compte parmi les journaux que je lis régulièrement. Et, je trouve que les articles traités sont très intéressants et la recherche de la vérité des faits est très bien faite. Je sais qu'il n'est pas évident d'avoir tous les jours une édition, mais je souhaite que l'organe s'efforce de publier un peu plus d'éditions pour maintenir ses lecteurs à la une de l'actualité. Sachant que la concurrence est très rude».

Distel, un fervent lecteur du journal, estime que son bilan est mitigé.

En 66 ans, La Semaine Africaine a gardé une très bonne



Le bâtiment de La Semaine Africaine

image auprès des lecteurs, malgré les différents régimes que le pays a connus, La Semaine Africaine a gardé son image. Aujourd'hui lorsque vous parlez à tout le monde, il vous dira que La Semaine Africaine c'est un journal très respecté. Et même, les journalistes de La Semaine Africaine sont respectés. Parce qu'ils ont une ligne éditoriale qui n'est pas extrémiste, ou qui n'est pas basée sur la subjectivité.

«Sur le volet structurel, 66 ans, on n'est quand même

dans le troisième âge. La Semaine Africaine ne s'est pas émancipée et est restée là où son père l'a laissé. Nous retrouvons les meubles d'un autre âge. Les conditions de travail ne sont pas réunies».

Un autre lecteur, Joseph Rusty Guembo, partage ces avis. «Il y a essentiellement trois choses qui m'intéressent: d'abord l'éditorial qui est très pointu, ensuite le coup d'œil en biais et troisièmement, les annonces et aussi les appels d'offre».

Mais selon une certaine opi-

nion, le talon d'Achille de la Semaine Africaine réside dans le survol des informations. «On achète un journal pour avoir une information détaillée afin de comprendre ce que la radio ou la télévision en profondeur. Or les articles publiés restent, dans la plupart des cas, superficiels, pas consistants en termes d'informations. J'ai l'impression que les journalistes se contentent des discours de ministres et autres organisateurs d'événements», déplore Bernard Okandza, administrateur-statisticien.

Abondant dans le même sens, Justine, une étudiante, s'est plainte de cette absence de détail. «Quand j'effectue des recherches sur internet via Google pour la rédaction de mon mémoire, je suis souvent redirigé vers le site du journal. Mais je trouve rarement beaucoup d'éléments». L'absence d'enquêtes, de dossiers ou de reportages de fond sur des sujets d'actualité sont entre autres raisons qui confortent ces faiblesses épinglées par les lecteurs.

Dans les milieux politiques, La Semaine Africaine fait figure d'allié. M. Jean Claude Itoua Bolembé, membre d'un parti

de la majorité présidentielle, pense que le journal joue parfaitement son rôle «Pour nous, LSA est digne de confiance. C'est un journal qui reflète la réalité et nous permet de lire celle des autres acteurs politiques. Il n'y a pas de parti pris ou d'atteinte à la vie privée des personnalités publiques. Ce journal, faut-il le rappeler, a accompagné la quasi-totalité des événements majeurs qui se sont succédés au Congo», s'est-il réjoui.

Sylvain Akondjo Leoui, journaliste et ancien membre du Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC), estime que LSA fait partie des trois journaux qui s'imposent au Congo de par sa périodicité et son contenu. Mais la longueur de sa tiraille pose problème.

Par ailleurs, le plus ancien journal congolais n'est pas bien distribué dans toute la ville de Brazzaville. Il est pratiquement impossible de s'en procurer dans certains arrondissements comme Ouenzé, Talangä ou Djiri. «Hormis sa disponibilité partout en ville, nous déplorons également son prix élevé (500 Fcfa). Il y a des journaux vendus à 200 frs Cfa ! Avec la crise, c'est difficile d'acheter un journal à ce prix», s'inquiète Blandin, un fonctionnaire congolais.

Par Marcellin MOUZITA
MOUKOUAMOU
et Esperancia
MBOSSA-OKANDZE

Les femmes dans La Semaine Africaine

L'image des femmes dans les médias a beaucoup évolué en 60 ans. Depuis les années 50, les femmes sont de plus en plus nombreuses et influentes dans les médias. On les retrouve le plus souvent à la télévision, dans les stations de radio, sur les affiches publicitaires... Mais la représentation des femmes dans la presse écrite reste toujours faible. S'agissant de La Semaine Africaine, Angelique Bandza, secrétaire-comptable d'heureuse mémoire, est restée pendant longtemps l'unique femme au milieu de nombreux hommes composant l'équipe du journal. En 1989, la première femme qui s'est lancée dans l'écriture journalistique régulière fut Judith Bitsindou. D'autres ont suivi: Virginie Blanche Yengo (1996), Laureate Céphyse Bikouta Lou-taya (1997), Gwaldys Larissa Yelekessa (1998), Gaëlle Soumbou (1998). La Semaine Africaine a continué à assumer sa vocation originelle: celle d'informer et de former.



Les journalistes Esperancia Mbossa-Okandze et Aybienevie N'kouka-Koudissa

D'où la volonté des femmes de s'intéresser à l'écriture de presse: Ifrikia Kengue Di-Boutandou, Sr Guillène Andréa Miambanzila, Anne Mbelani, Aybienevie N'kouka-Koudissa, Larissa Odzébé, Esperancia Mbossa-Okandze etc. Ces femmes ont signé des articles dans des rubriques telles que Culture, Société, Religion, National et d'autres.

Parmi toutes ces femmes précitées, seulement deux

continuent leur chemin dans le bi-hebdomadaire. Il s'agit de: Aybienevie N'kouka-Koudissa et Esperancia Mbossa-Okandze. A celles-là s'ajoutent des stagiaires qui manifestent toujours leur volonté de faire leurs premières armes dans ce journal à l'instar de Madocie Deo-Gratias Mongo, à l'agence de Pointe-Noire.

Au Congo, rares sont les femmes journalistes qui s'in-

téressent à la presse écrite. Elles ne sont pas nombreuses à y travailler. On les retrouve plutôt en grand nombre dans les médias audiovisuels. Mais, le vrai problème de la presse congolaise ne se pose pas en termes de rareté de femmes, mais en termes de subventions à la presse écrite qui sont quasi-inexistantes.

Aybienevie
N'KOUKA-KOUDISSA

La Semaine Africaine et la jeunesse

Depuis plus d'un demi-siècle, La Semaine Africaine, le bihebdomadaire d'information et d'action sociale paraissant en République du Congo, accompagne des nombreuses générations des lecteurs dans leur quête d'information. Doyen des organes de presse en République du Congo, La Semaine Africaine doit son succès à la qualité à collecter et traiter les informations. C'est un organe qui se base sur des informations recueillies à la source. Du côté des jeunes étudiants en sciences techniques de la communication à la Faculté des lettres, arts et des sciences humaines (FLASH) de l'Université Marien Ngouabi, La Semaine Africaine est une référence pour les débuts dans le métier de journaliste. Une étudiante en troisième année de journalisme affirme: «Pour moi, future journaliste, la presse écrite passe d'abord en premier, car pour être un bon journaliste, il faut avoir une belle plume. Ce n'est pas un métier qui s'apprend facilement, il faut avoir de la passion, La Semaine Africaine est pour moi un bon modèle, car les règles de déontologie et d'éthique sont soigneusement respectées. C'est pourquoi j'encourage mes amis étudiants en journalisme et d'autres jeunes à consacrer au moins un minimum de leur temps à la presse écrite que de passer tout leur temps sur les réseaux sociaux».

Brunel NDONGO (stagiaire)

«Le Développement est le nouveau nom de la Paix» (Pape Paul VI)

Production agricole

Relancer plus résolument le village agricole

Pour parvenir à l'autosuffisance par le développement de la production agricole, l'Etat avait prévu 13 milliards de Francs CFA dans le cadre de son programme de lutte contre la crise alimentaire et créé trois villages agricoles expérimentaux. Le village de Nkouo, le premier mis en place avant celui d'Imvouba, est destiné à la production d'œufs de table. Au moment où l'on parle de la diversification de l'économie, les exploitants appellent le Gouvernement à créer les conditions pour l'augmentation de leur production.



Une vue des coqs et des poules sur les étalages

Inauguré le 8 octobre 2010, le village agricole moderne de Nkouo avait pour objectifs de contribuer à la réduction du montant hallucinant de l'enveloppe consacrée aux importations alimentaires, participer à l'émergence d'une classe de jeunes entrepreneurs congolais. Aujourd'hui, Nkouo ne tient plus que par la détermination et l'ingéniosité des 40 exploitants qui l'animent après le départ il y a trois ans, des Israéliens qui assuraient l'encadrement technique de ces jeunes familles qui exploitent 792 poulaillers chacune. Le manque d'aliment de bétail est criard. Arnel Bassian, président du comité du village agricole de Nkouo a dit: «Les conditions de travail sont archaïques. Nous nous débrouillons avec les moyens de bord. L'aliment de bétail est fondamental pour l'élevage des poules. Pour avoir cet aliment, il faudrait avoir des moyens et nous n'en n'avons pas». A cela s'ajoute la chute du pouvoir d'achat des jeunes exploitants à cause de la baisse du prix de l'œuf: «Le prix de la palette sur place est à 2500 Francs Cfa. Il y a de cela deux ans où l'on vendait la palette à 3500 francs; il y avait un moment où nous sommes arrivés jusqu'à 2300 francs la palette».

Bien que le résultat soit jugé satisfaisant, le circuit d'approvisionnement en aliment de bétail demeure un véritable frein à la production des œufs. Pour les exploitants, le Gouvernement serait indifférent à leurs doléances. «Nous demandons à l'Etat congolais de nous aider. L'Etat a une mission pour les nouveaux villages; nous, exploitants, comme acteurs, avons aussi une mission, celle de travailler sur le terrain. L'Etat devrait mettre les moyens, à savoir: les tracteurs, et les usines de fabrication d'aliment de bétail, afin que nous travaillions», a-t-il poursuivi. En créant les villages agricoles, le Gouvernement voulait professionnaliser l'agriculture, car presque aucune entreprise ne s'intéresse à ce secteur dans le pays. Les registres officiels ont noté que seulement 1% d'entreprises créées en 2009 s'intéressent à l'agriculture, alors que 74% d'entre elles s'occupent du commerce, notamment de l'importation des produits alimentaires.

L'agriculture est peu performante. A peine 2% des 10.000 hectares de terres cultivables sont exploités, d'après l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO). Le manioc, l'aliment de base, est souvent victime de mosaïque, une maladie qui détruit cette plante.

Aybienevie N'KOUKA-KOUDISSA

Qui me répondra?

La célébration des fêtes musulmanes paralyse les petits commerces dans les villes. La majorité des épiceries étant tenue par des expatriés musulmans, il est difficile de trouver du riz ou de l'huile un jour de Tabaski, par exemple. Pourquoi les Congolais ont-ils laissé une activité aussi vitale que le petit commerce aux mains des seuls étrangers?

A.NK.-K (Plateau, Brazzaville)

Projet de renforcement des capacités en statistiques

Accompagner l'INS dans la réalisation 5^e recensement général de la population et de l'habitation

Le Projet de renforcement des capacités en statistiques (PSTAT) vise non seulement à renforcer les capacités du système statistique national à produire et diffuser en temps opportun des statistiques fiables et utiles pour les politiques et à la prise de décision, mais encore à promouvoir la demande d'information statistiques sur la République du Congo. C'est pourquoi, le PSTAT accompagne l'Institut national de la statistique (INS) dans la réalisation du 5^e recensement général de la population et de l'habitation (RGPH).

Les zones de dénombrement pilotes dans les départements sont: le district de Nzambi (Kouilou), Mbinda (Niari), Bambama (Lékoumou), Boko-songho (Bouenza), Ngabé (Pool), Ongogni (Plateaux), Loukoléla (Cuvette), Mbomo (Cuvette Ouest), Souanké (Sangha), Bouanéla (Likouala). A Brazzaville, les tests se sont déroulés à Poto-Poto et Madibou, puis à Lumumba et Mongo-Mpoukou, dans le département de Pointe-Noire. Dans la perspective de la réalisation du 5^e RGPH, le PSTAT a acquis et mis à la disposition de l'Institut national (INS) quinze véhicules tout terrain. Les équipements et matériels nécessaires à la réalisation des travaux cartographiques dans les règles de l'art ont été fournis à l'INS. Le PSTAT a également doté le comité de cadrage macroéconomique en équipement informatique. Les activités du PSTAT s'articulent autour des com-

posantes et sous composantes ci-après: la première composante concerne le développement institutionnel, ressources humaines et structure et infrastructures organisationnelles. Le projet œuvre pour s'assurer que des statistiques fiables et opportunes sont produites de manière durable grâce au renforcement des capacités des ressources humaines, à l'amélioration de la capacité du système national à attirer et à fidéliser le personnel qualifié et motivé et au renforcement des infrastructures adéquates notamment en ce qui concerne les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour produire et diffuser des informations statistiques. La composante 1 comprend trois sous-composantes: l'amélioration de l'organisation, le développement des ressources humaines et la modernisation des infrastructures et du matériel.



Une vue des administrateurs du PSTAT et de l'INS

S'agissant de la deuxième composante, la production de données, diffusion et utilisation des statistiques, elle met en œuvre un programme d'activités conçu pour améliorer la qualité des statistiques. La troisième composante vise la gestion du projet, elle finance les activités visant à renforcer la capacité de l'unité de coordination du projet pour la mise en œuvre et la gestion quotidienne des activités et résultats du projet. Depuis février 2017, le PSTAT accompagne l'INS dans l'observation régulière des prix à la consommation des ménages et les bulletins de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) sont produits.

Dans le cadre de la formation initiale, le projet a accom-

plagné le renforcement des capacités d'une soixantaine de cadres du système statistique national. Une plateforme d'échanges et de vulgarisation de données statistiques a été mise en place entre le PSTAT et les professionnels des médias.

Le PSTAT a financé l'atelier de validation des questionnaires et applications de saisie de base de données du recensement général de la statistique. Cette investigation permettra à la République du Congo de disposer d'un système d'informations structuré sur les entreprises en vue d'un bon suivi du secteur moderne de l'économie.

A.N'K-K

Deuxième édition de Workshop de MTN Business

Sensibiliser les responsables d'entreprises sur l'internet et le numérique

Workshop de MTN Business est un outil managérial, un projet de développement qui a pour but de créer une émulation de groupe autour des activités économiques et qui permet aux chefs d'entreprises et créateurs de projets d'échanger sur certaines méthodes de gestion d'entreprises à travers l'Internet et le numérique. Ce projet est rentré dans sa deuxième phase d'exécution avec l'adhésion de plusieurs partenaires. Et MTN Congo a de bonnes raisons d'espérer sur le succès de sa société, domaine dans lequel, elle s'affiche comme un géant en pleine forme.

Un atelier de formation et de sensibilisation à l'endroit des responsables des entreprises et créateurs de projets a eu lieu mercredi 22 août 2018 à la chambre de commerce et d'industrie de Brazzaville sous le thème: «Petites et moyennes entreprises, quels challenges?». Initié par la direction commerciale du département entreprise de MTN Congo, avec à sa tête Mme Nawal Talha, en partenariat avec l'Association Vision d'Affaires du Congo (AVACO) qui est

une plateforme spécialisée dans le domaine de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, Workshop de MTN Business est un projet de grande intensité qui permet à cette société de téléphonie mobile d'accompagner les Petites, moyennes entreprises (PME), les Petites, moyennes industries (PMI) pour plus de visibilité de leurs produits à travers l'application MTN Bizap. Il s'agit de favoriser l'émergence des leaders dans tous les secteurs d'activités,



Photo de famille après l'atelier

d'améliorer la performance et la compétitivité des entreprises, en vue de la diversification de l'économie congolaise. Les principaux partenaires techniques venus de diverses structures tant publiques que privées, ainsi que ceux évoluant dans le secteur informel ont suivi des communications faites

par les panélistes comme Thierry Mboumba, de MTN Congo, les représentants de l'AVACO, de l'Agence congolaise pour la création des entreprises (ACPCE) et de COFINA, une microfinance d'aide aux activités de développement.

Pascal BIOZI KIMINO

Cabinet d'audit et de conseil PricewaterhouseCoopers (PwC)

Associés et collaborateurs d'Afrique francophone subsaharienne, et de France, se réuniront bientôt à Brazzaville



Groupe personnes PwC

Une grande première! Brazzaville, capitale de la République du Congo, abritera, du 10 au 24 septembre prochain, les réunions annuelles des associés et collaborateurs de la sous-région Afrique Francophone subsaharienne du très renommé cabinet d'audit, de conseil et d'expertise comptable PriceWaterhouseCoopers (PwC). Ces rencontres se dérouleront en présence de M. Bernard Gainnier président de PwC France et Afrique francophone, et Mme Nadine Tinen, RSP (Regional Senior Partner) pour l'Afrique francophone subsaharienne (AFSS), qui est basée au Cameroun.

Au total, près de 500 personnes prendront part à ces rencontres. Les participants viendront de 12 pays, à savoir: Cameroun, Congo, Gabon, Guinée, République Démocratique du Congo (RDC), Madagascar, Sénégal, Tchad, Tunisie, Maroc, France et Algérie.

Lors d'un entretien que nous a accordé l'équipe de pilotage de ce grand évènement, notamment Monsieur Prosper Bizitou, Conseil Fiscal agréé Cemac, Associé, représentant de PwC au Congo, Monsieur Sylvester Njumbé, Expert-comptable agréé Cemac, Associé, Responsable de la Ligne de service Assurance & Advisory, Monsieur Dacin Matondo-Bika, Expert-comptable agréé Cemac, Senior Manager,

il nous a été précisé que le choix du Congo a été l'aboutissement d'un long processus. En effet, c'est à la suite d'un appel d'offres ouvert à tous les bureaux de PwC Afrique Francophone Subsaharienne, initié par le Comité Exécutif de la Région AFSS (CERA), que le dossier du Congo a été sélectionné au regard des éléments présentés dont l'accessibilité à partir d'autres capitales africaines, les infrastructures hôtelières, mais surtout la sécurité.

Le choix en faveur de la République du Congo constitue, pour notre pays, un grand honneur, mais aussi un grand défi à relever pour le pays, d'autant plus que, jusqu'à l'année dernière, ces réunions annuelles se sont tenues à Abidjan en Côte d'Ivoire.

Cela constitue, à n'en point douter, un apport non néglig-

geable tant pour l'image de marque de notre pays, que pour l'économie locale qui ne manquera pas de tirer profit, pendant près de deux semaines, de cette opportunité d'affaires, en services consommés (hébergement, restauration, transport et télécommunications).

Ces rencontres ne sont pas de simples retrouvailles des Associés et Collaborateurs de PwC Afrique Francophone Subsaharienne mais constituent, avant tout et surtout, des temps de formation pour les collaborateurs, mais également pour les Associés».

A cet effet, Monsieur Sylvester Njumbé a rappelé que «la formation est chez PwC une préoccupation permanente notamment pour nos jeunes qui sont l'avenir de notre continent. C'est ce qui explique que, malgré la conjoncture difficile, nous n'avons pas hésité à mobi-

liser autant de ressources humaines et matérielles pour l'organisation de ces formations. Nous allons continuer d'investir dans la formation de nos jeunes».

A rappeler que pour organiser les différentes activités prévues dans le cadre de ces rencontres, quatre des plus grands hôtels de la place ont été retenus.

A propos du cabinet PricewaterhouseCoopers

PricewaterhouseCoopers (exerçant sous la raison sociale de PwC) est un réseau d'entreprises spécialisées dans la fourniture des services intellectuels aux organisations (entreprises, gouvernements, administrations, etc...) Fondé à Londres en 1849 par Samuel Lowell Price, c'est l'un des quatre grands cabinets mondiaux d'audit et de conseil (Big

Four) avec Ernst & Young, Deloitte et KPMG. PwC fait référence au réseau PwC et/ou à une ou plusieurs de ses entités membres, dont chacune constitue une entité juridique distincte.

Il est à noter que PwC, c'est plus de 223 000 personnes travaillant en réseau dans 157 pays.

PwC France et Afrique francophone emploie environ 5 800 personnes dans 23 pays sous la forme d'entités légalement autonomes et indépendantes, toutes membres du réseau PricewaterhouseCoopers International Limited.

En République du Congo, PwC existe depuis les années 50, au travers de deux entités, sous les dénominations sociales successives : Cabinet Gros, Fidafrica, Petiteau Scacchi, puis PricewaterhouseCoopers Congo. Ces deux entités constituées sous

la forme de sociétés anonymes de droit congolais, à savoir : PricewaterhouseCoopers Congo S.A et PricewaterhouseCoopers Tax & Legal Congo S.A, sont spécialisées, l'une dans l'expertise comptable, le commissariat aux comptes, et l'autre, dans le conseil fiscal, le conseil juridique et la propriété intellectuelle, toutes deux disposant d'un agrément délivré par la CEMAC, et par l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI) pour la seconde.

Disposant de bureaux à Brazzaville et Pointe-Noire, les deux entités emploient environ 80 collaborateurs.

La rédaction présente à PwC Congo ses vœux de pleins succès.

Un Dimanche en paroisse

Saint-Benoît de Nganga-Lingolo

(Archidiocèse de Brazzaville)

Avoir l'image de Jésus Christ dans un comportement modèle

La messe de 8 heures du dimanche 12 août 2018, célébrée par le père Claude Micky Bengui, curé de la paroisse, a tiré son évangile de Saint Jean chapitre 6, versets 41 à 51. Les chrétiens doivent avoir l'espoir, l'espérance et la persévérance. Il faut suivre le modèle de Jésus Christ



Les chrétiens à la sortie de la messe

qui a travaillé avec amour pour tout le monde. Jésus a accompli son miracle en faisant boire et manger une foule qui était déjà dans le désespoir. Cela est une marque majeure d'amour vers ceux qui se trouvent dans la douleur. Le message principal prêché au cours de cette prédication a édifié les chrétiens sur la persévérance: fournir toujours des efforts pour se rapprocher de avoir l'image de Jésus.

Père Claude Micky Bengui, curé

Se battre pour que la paroisse se prenne entièrement en charge

*Pouvez-vous vous présenter?

**Je suis le père Claude Micky Bengui, religieux du Saint Sacrement, ordonné prêtre en juillet 2006, curé de la paroisse Saint-Benoît de Nganga-Lingolo depuis octobre 2017. Je travaille avec deux vicaires, les pères Eloi et Rodrigue, ainsi qu'avec le Conseil pastoral paroissial et le Conseil pour les affaires économiques.

*Pouvez-vous nous parler de votre paroisse, si l'action pastorale se réalise dans les normes?

**Nous pouvons dire que l'action se réalise dans les normes, puisque les directives du magistère, donc de l'Eglise ou de l'évêque sont respectées. Tout se fait tel que l'Eglise nous le demande, à savoir: la liturgie, la catéchèse, les sacrements qui sont conférés à tout moment, le fonctionnement des groupes selon les normes et les statuts de l'Eglise.

*Quelle lecture faites-vous sur la foi des fidèles?

**Il y a une foi fervente. Les gens croient. Cette foi, il faut l'encourager et l'aider pour qu'elle puisse s'enraciner. Mais, il faut noter que dans la zone, il y a comme un danger qui nous guette, la présence en force des Eglises prophétiques africaines. Il n'y a pas mal de Ngounza, de Matsouanistes. Du syncrétisme qui se vit dans la zone, peut faire que nos chrétiens ou nos fidèles ne soient pas à l'abri de toute tentation de vouloir rencontrer un devin pour recourir à des pratiques magiques, quelque chose de ce genre.

*Comment lutez-vous contre les déviations que l'archevêque appelle à combattre?

**La question, c'est d'abord découvrir cette déviance et ensuite lutter contre celle-ci. Dans la zone, ce que nous pouvons citer d'emblée comme déviations, ce sont les accusations de sorcellerie. Les gens accusent les autres de sorcier. Il y a aussi un autre phénomène au niveau des jeunes, qui précocement découvrent la sexualité. Très souvent, les filles tombent enceintes et abandonnent vite les études, à cause aussi de l'éloignement des structures scolaires. Les grossesses qu'on peut appeler indésirées et l'irresponsabilité des jeunes parents de se prendre en charge sont constatées. On essaie par des rencontres personnelles d'apporter de l'éducation, faire des recollections, les inviter à une prise de conscience et à la prise en charge des problèmes tels que l'abandon scolaire, les grossesses précoces et les questions de sorcellerie. On invite les gens à pouvoir comprendre quelles sont les causes, ainsi que la prise en charge de la réalité. Et aider les gens à pouvoir fréquenter les structures sanitaires pour qu'on ne recoure pas aux pratiques fétichistes qui finalement amènent à des sorcelleries et à des accusations des uns et des autres. Et, il y a aussi la consommation des stupéfiants, la drogue et tous ces médicaments qui nous viennent de partout. Nous passons par la prise de conscience pour que les gens comprennent le danger de cette réalité.

*Un dernier message aux chrétiens!

**Un encouragement à plus d'engagement aux chrétiens, un appel aussi à travailler plus pour notre Eglise. Pour tout ce qu'ils font nous leur disons merci. Merci aussi à La Semaine Africaine.



Dans son long parcours, la paroisse Saint-Benoît toujours en voie de développement

Par manque d'archives, l'histoire de Saint-Benoît a été bâtie à base d'informations recueillies à travers les témoignages de quelques anciens. La paroisse Saint-Benoît a pris sa forme en 1984. Elle est placée au village carrefour Nganga-Lingolo, à près de 20 Km au Sud de Brazzaville, dans la sous-préfecture de Goma Tsé-Tsé, dans le département du Pool. Cette paroisse fait partie de l'archidiocèse de Brazzaville. Le père Claude Micky Bengui de la congrégation du Saint Sacrement est le 7^e curé depuis sa création. Deux congrégations des religieuses sont présentes autour de Saint-Benoît, il s'agit des conceptionnistes de l'enseignement et des sœurs de Saint-Joseph. La paroisse Sain-Benoît est bordée par le cours d'eau Kélékélé. Elle a deux annexes: Makana sur la nationale n°1 et le village Samba Alphonse sur la route de Linzolo. Ces deux annexes ont leurs Conseils pastoraux pour assurer un bon encadrement des chrétiens et pour une meilleure



Une vue extérieure de l'église

gestion des activités. Saint-Benoît de Nganga-Lingolo était un poste de catéchisme, au départ rattaché à la mission de Linzolo à partir de 1947. De 1948 à 1970, Saint-Benoît était devenue une annexe toujours de la paroisse de Linzolo. De 1970 à 1980, l'annexe

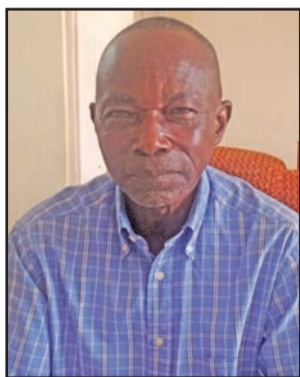
Biayenda, à l'époque archevêque de Brazzaville. De 1980 à 1984, Saint-Benoît trouve sa semi autonomie. Elle est devenue véritablement paroisse en 1984, avec ses activités conformes aux normes d'une paroisse et ce jusqu'à ce jour.

Biayenda, à l'époque archevêque de Brazzaville. De 1980 à 1984, Saint-Benoît trouve sa semi autonomie. Elle est devenue véritablement paroisse en 1984, avec ses activités conformes aux normes d'une paroisse et ce jusqu'à ce jour.

Marie André Oungoula, vice-président du Conseil pastoral paroissial

«Les chrétiens confrontés à un choc de culture»

Une paroisse bien structurée qui comporte toutes les instances dirigeantes pour son efficacité dans l'organisation et l'encadrement de la communauté chrétienne. A ce titre, Marie André Oungoula, vice-président du Conseil pastoral paroissial de Saint-Benoît nous édifie sur la vie et le fonctionnement de cette entité, dans cette interview.



d'introduire une nouvelle culture. Mais, avec la grâce de Dieu, on essaie de gérer les deux cultures. Parfois, on se met du côté des conservateurs et parfois du côté des modernistes. Nous prenons ce qui nous paraît intéressant dans la coutume et dans le modernisme.

*Que dites-vous de vos éventuels projets pour le développement de votre paroisse?

**Quand j'ai été élu à ce poste, j'ai constaté que la paroisse n'avait pas

de projets, parce qu'au niveau du secrétariat, il n'y avait aucun document d'archives. Comme l'Africain n'a pas la culture d'écrire, ce handicap a été répercuté, bien que la pratique du pillage a touché la paroisse avec les événements d'agressivité socio-politiques que nous avons connus. Au regard de ce vide en documents, j'ai essayé de lancer de petits projets en remettant l'administration en place, tant du côté financier que de l'administration, y compris la construction du mur mettant à l'abri la paroisse des passages imprévisibles. Après cette étape, nous avons construit une salle de réunions. Nous sommes en train de réhabiliter la toiture qui était menacée d'effondrement. Nous avons réussi à stabiliser cette toiture de la chapelle. Maintenant, il ne reste qu'à remplacer quelques tôles. Au niveau des groupes d'apostolat, on essaie de mettre en œuvre les documents de gestion pour que les membres de ces groupes aient une transparence de la gestion des fonds. Pour les futurs projets, avec l'emplacement de Nganga-Lingolo à un carrefour, nous envisageons de construire des salles

de passage modernes. Nous pensons aussi aux projets de la jeunesse pour assurer la pérennité de la paroisse en organisant des colonies des vacances pour leur faire embrasser d'autres cultures. A cela s'ajoute la formation des responsables des groupes pour qu'ils maîtrisent la rédaction des rapports et la présentation des états financiers.

*Avant votre élection, combien de vice-présidents vous ont précédé?

**Nous en avons eu huit et avec moi neuf au total depuis 1980 à ce jour.

*Est-ce que vous regrettez d'avoir accepté ces responsabilités?

**Non, je ne regrette pas, parce que tout pouvoir vient de Dieu. J'ai accepté pour donner à l'Eglise ce que je peux faire pour elle. C'est un mandat de cinq ans renouvelable une fois. Mais, au terme de mon mandat, je veux laisser. Je ne suis pas de ceux-là qui s'agrippent à un poste. Je peux être reconduit une fois, mais je n'accepterai pas une autre fois, même si l'occasion se présente.

L'auteur



Philippe BANZ
Journaliste de
La Semaine Africaine

9^e Rencontre mondiale des familles à Dublin (Irlande) Annoncer au monde l'évangile de la famille

La IX^e rencontre mondiale des familles s'est déroulée à Dublin, en Irlande, du 21 au 26 août 2018. Le Congo a été représenté par Mgr Urbain Ngassongo, évêque de Gamboma, président de la Commission épiscopale de la pastorale de la famille et l'abbé Armand Brice Ibombo, secrétaire général de la Conférence épiscopale du Congo (CEC), les cinq couples inscrits n'ont pas pu faire ce pèlerinage par manque de visa. Le thème principal de cette rencontre était: «L'évangile de la famille, la joie pour le monde» en anglais «The gospel of the family, joy for the world», thème choisi par Sa Sainteté le Pape François qui était lui-même présent pour vivre ce moment intense et extraordinaire de la pastorale familiale au niveau de l'Église universelle. Il est venu encourager et soutenir les familles mais aussi pour annoncer au monde l'évangile de la famille. Par sa présence paternelle significative, le Pape François a voulu montrer au monde entier la place qu'occupe la famille dans la vie de l'Église.

Tout a commencé le mardi 21 août avec la prière d'ouverture, au Centre des congrès Royal Dublin Society (RDS), prière présidée par Mgr Martin Diarmund, archevêque de Dublin. Dans son homélie, l'archevêque de Dublin a insisté sur le rôle fondamental de la famille dans la société et dans le monde, un rôle irremplaçable malgré les facettes erronées que nous présente la société actuelle. D'où la mission de l'Église de sauvegarder les valeurs humaines, naturelles et chrétiennes de la famille et de promouvoir le bien fondé de cette institution, à travers de multiples initiatives comme celle de l'organisation des rencontres mondiales des familles. Après l'homélie, Mgr Martin Diarmund tout en souhaitant la bienvenue aux multiples délégations, a ouvert solennellement la IX^e Rencontre mondiale des familles, en anglais World meeting of families (WOMF). Les journées du mercredi 22 et vendredi 24 août ont été centrées sur des conférences

sur le thème de la famille, décortiquées en plusieurs sous thèmes. Ces conférences ont été enrichies par des témoignages frappants et édifiants des couples de différents continents et de différentes tranches d'âge sur l'expérience de la vie en famille et de la vie du couple. Ces conférences ont été tirées de l'encyclique Amoris laetitia, l'exhortation apostolique post synodale du Pape François, fruit des deux synodes sur la famille. De tous ces enseignements, nous retenons que c'est l'amour qui constitue le fondement de la famille et de la vie en famille. En outre, c'est la foi qui soutient cet amour et aide les familles chrétiennes à aller de l'avant: «une famille unie dans l'amour et dans la foi est plus heureuse et vivra dans la paix, saura affronter les épreuves de tous les jours», a dit un conférencier. En dehors des salles de conférences, il y a eu aussi un espace pour les enfants, baptisé village des enfants, pour accueillir les enfants et leur faire vivre aussi les temps forts de cette ren-



Mgr Michel Aupetit, archevêque de Paris, entouré de Mgr Urbain Ngassongo (à droite) et de l'abbé Brice Armand Ibombo

contre mondiale à travers des jeux, des danses et des enseignements adaptés à leurs âges. L'eucharistie célébrée chaque jour dans l'après midi, à l'Arène de la famille, a été le centre de ces trois jours vécus au RDS, moment exceptionnel qui unissait tous les groupes et sensibilités séparés pendant les conférences. La journée du samedi 25 août a été consacrée au festival des familles au Crock Park stadium (stade de Dublin), culminée par la veillée de prière présidée par le Pape François. Le dimanche 26 août a eu lieu la clôture de la Rencontre mondiale des familles au Phoenix Parc, en périphérie de Dublin, avec une messe pontificale présidée par le Pape François. Dans son homélie, le Pape a souligné l'importance de la famille dans notre société et a invité les couples chrétiens au témoignage de vie, à l'exemple de Saint Colombano et les premiers missionnaires irlandais qui ont annoncé l'évangile dans toute l'Europe. «Les fa-

milles chrétiennes doivent être les témoins de l'amour et de l'évangile, être les sources d'encouragement pour les autres familles». A la fin de la messe, le Saint-Père a remercié les organisateurs, l'Église d'Irlande pour l'hospitalité, les dicastères de la famille et tous les volontaires pour la réussite de cette rencontre. Il a ensuite annoncé, par la bouche du cardinal Kevin Farrell, le lieu de la prochaine rencontre mondiale: Rome en 2021, dans trois ans, à l'occasion du cinquième anniversaire de l'encyclique Amoris laetitia. La bénédiction finale du Pape a conclu cette IX^e rencontre mondiale des familles. De cette rencontre, l'Église a exprimé au monde son engagement aux valeurs de la famille et de la vie, avec l'invitation aux chrétiens catholiques et aux hommes et femmes de bonne volonté à soutenir les familles et annoncer «l'évangile de la famille pour la joie du monde».

Abbé Brice Armand
IBOMBO

6^e Rencontre des Foyers de charité d'Afrique de l'Ouest et du Centre/ Liambou 2018

Vivre un temps fraternel entre Foyers de charité d'un même continent

La VI^e rencontre des Foyers de charité d'Afrique de l'Ouest et du Centre (WECAF: West and Central African Foyers) s'est tenue du 27 mai au 7 juin 2018, au foyer de charité «Le Thabor» de Liambou, Pointe-Noire (Congo-Brazzaville). Ont pris part à cette rencontre, les 55 membres des 19 foyers de la Wecaf, un foyer de France ainsi que le père Moïse Ndioune, père modérateur de l'Œuvre des foyers de charité.

Cette rencontre s'est organisée autour de trois objectifs: vivre un temps fraternel entre Foyers de charité d'un même continent; approfondir des éléments du charisme, de la mission et de l'organisation des Foyers de charité; transmettre et témoigner avec la force de l'Esprit-Saint ce que nous avons reçu et vécu. C'est dans l'après-midi du 28 mai 2018, que le père du foyer hôte, le père Georges Loemba a dit le mot de bienvenue dans lequel il a rendu grâce à

Dieu d'avoir rassemblé cette grande famille: les Foyers de charité; il a aussi retracé l'histoire de celui de Liambou. Avec la messe présidée par Mgr Miguel Angel Olaverri, évêque de Pointe-Noire, la cérémonie d'ouverture s'est terminée. Durant ces assises, plusieurs thèmes ont été développés dont: «Paternité de Dieu, comment est-elle vécue dans les Foyers de charité», présenté par Mgr Louis Portella Mbuyu, évêque de Kinkala. Il a d'abord rappelé la ca-



Les participants à la Rencontre des Foyers de charité à Liambou

ractéristique essentielle des Foyers de charité, celle de constituer une famille d'Église de fidèles avec un prêtre «le père du foyer» (Cf. Art.4 structures canoniques des

Foyers de charité). Ensuite, Mgr Portella a poursuivi son enseignement en exhortant les pères de foyer de charité à exercer leur paternité en se laissant éclairer, illuminer par

Diocèse de Pointe-Noire

Une marche pour Jésus dans les rues de la ville océane

Une communauté chrétienne de Pointe-Noire a témoigné sa foi en Jésus le 25 août 2018 par une marche pour Jésus. Plus de 300 chrétiens marcheurs ont participé à cette manifestation partie de l'hôpital général de Loandjili, avec pour point de chute le rond-point de la République dans le 1^{er} arrondissement, Lumumba.



Les chrétiens pendant la marche

L'Association Marche pour Jésus regroupe des chrétiens de diverses origines. Elle a organisé la troisième édition de cette activité, 6 ans après les deux premières éditions organisées respectivement en 2011 et 2012. L'objectif de cette marche est d'annoncer la Parole de Dieu, de sensibiliser davantage le public à l'évangile: «Cette activité vise à renforcer l'unité du Corps de Christ. Nous ne sommes pas une Église, mais plutôt une simple association qui invite les chrétiens de toutes les dénominations à marcher dans l'unité pour témoigner de leur foi en Jésus Christ. Nous voulons prier pour la Nation, pour le peuple et pour amener l'évangélisation dans les rues, à l'attention de ceux qui ne connaissent pas encore le Seigneur Jésus Christ, pour qu'ils puissent le connaître et l'accepter dans leur vie comme Seigneur et Sauveur», a indiqué Thierry Pambot, coordonnateur de cette association et organisateur de la marche. Les chrétiens chantaient et proclamaient les paroles de Jésus Christ, louaient le Seigneur, témoignant publiquement leur foi en Jésus Christ. Tout au long de leur parcours, ils ont été rejoints par plusieurs chrétiens pour proclamer ensemble le message de Jésus. «Nous ne marchons pas pour revendiquer quelque chose, nous marchons pour témoigner notre foi en Jésus et amener l'Église du Seigneur unie dans les rues de Pointe-Noire, pour dire que l'Église du Seigneur est présente dans cette Nation et sans elle, il n'y a pas la faveur divine dans une Nation», a indiqué Thierry Pambot. Il admet que le message de Dieu est déjà prêché par les pasteurs, et les prêtres. Mais, la marche pour Jésus veut amener les chrétiens ensemble dit-il. «Jésus ne reviendra pas chercher les chrétiens selon une quelconque dénomination mais, il viendra chercher l'Église toute entière ou toute personne qui a accepté Jésus comme Seigneur et sauveur, dit-il. Notre but ici c'est aussi de casser les barrières et les murs entre les chrétiens», une sorte d'œcuménisme des marcheurs.

Après les trois éditions organisées à Pointe-Noire, l'association souhaite étendre l'activité à Brazzaville dans les années à venir. Ce qui permettra d'organiser cette marche simultanément à Brazzaville et à Pointe-Noire.

Jean BANZOUZI MALONGA

Paroisse Divine Miséricorde d'Inoni Plateaux (Archidiocèse de Brazzaville)

Invitation à la Campagne d'évangélisation

Les amis de la paroisse Divine Miséricorde d'Inoni Plateaux invitent toute personne désireuse de participer à la Campagne d'évangélisation qui aura lieu sur le thème: «Venir à Marie par Jésus» (Jn 19, 26-27), à l'esplanade du lycée Savorgnan De Brazza, du 7 au 17 septembre 2018, de 14h à 18h.

Prédicateur: abbé Thierry Wilfrid Dialembonsoni,
Curé de la paroisse Divine Miséricorde d'Inoni Plateaux.

la paternité divine car, dit-il, sur la base d'Ephésiens 3,14: «Dieu est source et modèle de toute paternité». La rencontre de Liambou 2018 s'est déroulée dans un climat de prière et de grande fraternité; la messe de clôture a été célébrée le 7 juin 2018. Le père, la communauté et les

membres de l'Association du foyer de charité de Liambou ont été vivement remerciés. La prochaine rencontre de la Wecaf a été annoncée pour l'année 2021 en Côte d'Ivoire.

Andrée BOUNGOU-NSAKA
(Regardante du Foyer de charité)

Education

L'UNESCO et le Congo s'emploient à redorer le blason de l'école congolaise

Il s'est tenu du 29 au 31 août 2018, à Brazzaville, un atelier sur l'intégration de l'Objectif du développement durable (ODD 4) dans les politiques et planification sectorielles de l'éducation en République du Congo. C'est Anatole Collinet Makosso, ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation qui a procédé au lancement de cet atelier, en présence de Vincenzo Fazzino, représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) au Congo. Objectif principal de cette rencontre: permettre aux acteurs nationaux du système éducatif de s'approprier la méthodologie d'intégration dans les instruments de planification et des politiques sectorielles.

Il s'est agi entre autres d'analyser la stratégie sectorielle de l'éducation 2015-2025 à la lumière des cibles spécifiques de l'ODD4-Education 2030 qui vise à assurer l'accès de tous à une éducation de qualité sur un pied d'égalité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie; mettre à jour le répertoire des indicateurs de pilotage du système éducatif; réexaminer en fonction de tout cela, le modèle de simulation qui oriente la stratégie sectorielle de l'éducation. Pour Vincenzo Fazzino, ces exercices visent à soutenir les efforts du Congo, en s'appuyant sur les systèmes existants, pour intégrer progressivement les cibles prioritaires de l'ODD4 et atteindre cet objectif à l'horizon 2030.

L'atelier a donné naissance à un cadre idéal: la mise en place d'un groupe local des partenaires, avec la participation des

agences des Nations Unies, des institutions éducatives, des associations, des bailleurs de fonds, etc. La mise en œuvre des ODD



Une vue de l'assistance à l'ouverture des travaux

sur le plan national traduit la volonté du Gouvernement de préserver l'environnement, de soutenir une croissance



Vincenzo Fazzino et Anatole Collinet Makosso

durable et inclusive et de lutter contre la pauvreté qui sévit encore durement, notamment auprès des couches vulné-

rables, a dit le ministre de l'Enseignement.

A noter que le Congo a officiellement lancé les ODD en décembre 2016. Il a élaboré à la suite de cette officialisation, une feuille de route s'articulant autour des axes suivants: l'appropriation, la contextualisation, l'intégration des ODD dans les politiques et les plans nationaux de développement, la mise en place d'un mécanisme de coordination et de suivi-évaluation et le renforcement des acteurs impliqués dans le suivi de ces objectifs.

Marcellin MOUZITA
MOUKOUAMOU
& Esperancia
MBOSSA-OKANDZE

Formation en transformation agroalimentaire...

Améliorer et professionnaliser le rendement des Unités

Le Projet d'amélioration des revenus agricoles à travers le développement de filières durables et le renforcement de la société civile congolaise (PAMTAC-B) accompagne, depuis 2016, des Unités de transformation agroalimentaires (UTAA) qui ont suivi une formation en transformation agroalimentaire (TAA) et en commercialisation de leurs produits.

Le 31 août 2018 dans l'enceinte de l'Agence nationale de l'artisanat (ANA), à Brazzaville, le Projet a procédé à la remise des attestations de participation à un échantillon d'Unités ainsi composées: Léoda, Cojeder, Delcoop-T, Lcmvert, Groupe John, Fontaine de Rose, Kiese mingui service... Au total, 18 unités ont été formées. La cérémonie a été couplée à une exposition vente des produits locaux débütée le 30 août dernier. Mérols Diabankana Diabs, délégué général du Club jeunesse infrastructures et développement (CJID) qui porte le volet PAMTAC-B II, a indiqué que cette activité s'inscrivait dans la logique de contribution à la diversification de l'économie. Lors de la grande crise qui a frappé les États-Unis et l'Europe, a-t-il rappelé, si la France ne s'était pas écroulée, c'était grâce à son tissu dense de petites et moyennes entreprises. L'Italie

doit sa force économique aux entreprises artisanales, les paco et les microentreprises. Le représentant d'ESSOR au Congo, chef du Projet PAMTAC-B II, Ibrahim Mahamadou Ango, a ainsi circonscrit la cérémonie: «Nous sommes là pour célébrer les deux ans de formation en transformation agroalimentaire, en contrôle qualité, en commercialisation ou en packaging. Les 18 Unités plébiscitées ont suivi des formations pour améliorer et professionnaliser leur rendement. Dans le cadre du projet, de concert avec ces unités, nous avons réalisé un travail merveilleux et mis en place des nouveaux produits et process commercialisés. En tout cas pas moins de 50 expérimentations ont été réalisées, dont 6 sont aujourd'hui commercialisées. Elles représentent les meilleurs revenus de ces Unités.» Il a exhorté par ailleurs les Unités formées à ne pas décrocher malgré la situation



Les responsables et l'échantillon des bénéficiaires de la formation

économique difficile du pays. Il les a encouragées également à se perfectionner et à devenir plus professionnel pour que demain, elles aient la confiance des Congolais. Il faut garantir la bonne qualité des produits aux consommateurs, avant d'envisager, à l'avenir, l'exportation du savoir-faire Congolais. Le directeur de la promotion et de la formation à l'ANA, Joseph Mavoungou Bayonne, a affirmé que la mission de sa direction est d'appuyer et de promouvoir les produits artisanaux. Il a souhaité que les Unités formées soient indépendantes et, qu'avec l'AGOA les artisans

Congolais arrivent également à exporter leurs produits aux États-Unis, pour que demain, on parle des produits Congolais dans tous les marchés du monde. Pour rappel, l'un des objectifs du Projet PAMTAC-B est la professionnalisation des Unités de transformation agroalimentaire en vue de mieux les faire connaître. D'où son rapprochement avec l'ANA pour permettre aux Unités de se faire un nom sur le marché national et international.

Alain-Patrick MASSAMBA

14^e Semaine nationale de l'alphabétisation Mobiliser les citoyens autour de l'alphabétisme

Prélude à la célébration de la 52^e Journée mondiale de l'alphabétisation le 8 septembre de chaque année, le ministère de l'Enseignement général consacre sa 14^e semaine de l'Alphabétisation à une campagne de mobilisation communautaire pour vulgariser les centres d'alphabétisation et de réscolarisation de Brazzaville. Cette campagne a été ouverte le 1^{er} septembre à Brazzaville, par le ministre Anatole Collinet Makosso, en présence de plusieurs représentants des agences des Nations Unies au Congo.



Le présidium au lancement de la campagne

A travers cette nouvelle semaine de l'alphabétisation, qui va du 1^{er} au 8 septembre 2018, placée sous le thème: «Mobilisation des populations sur la problématique de l'intégration sociale et professionnelle des jeunes, adolescents déscolarisés et adultes analphabètes», le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation entend créer une synergie citoyenne autour de l'Alphabétisation. Développer les compétences et réaliser des actions de renforcement des capacités en faveur des jeunes et adolescents déscolarisés, non scolarisés ou ayant des difficultés scolaires, des adultes analphabètes et illettrés, a affirmé le ministre, représente un véritable challenge à relever, afin de se hisser au diapason international.

Le combat contre l'analphabétisme et l'illettrisme, selon Laure Alphonsine Matongo, directrice générale de l'Alphabétisation et de l'éducation non formelle, est loin d'être gagné. D'autant que les centres d'éducation non formelle sont méconnus alors que la population analphabète et déscolarisée n'a pas cessé de croître. Aussi a-t-elle invité les leaders communautaires, les maires d'arrondissements, les chefs de quartiers et blocs, les élus locaux et toute personne lettrée à une solidarité intellectuelle envers les personnes déscolarisées et analphabètes. Ces dernières doivent être encouragées à fréquenter ces centres en vue d'une meilleure insertion sociale et professionnelle.

Malgré l'insuffisance des moyens techniques et financiers consacrés à l'Alphabétisation, le ministère s'engage à œuvrer pour la réalisation des objectifs assignés à ce sous-secteur, a fait savoir la directrice générale de l'Alphabétisation.

Le thème retenu au niveau international pour la célébration très prochaine de la Journée internationale de l'alphabétisation est: «Alphabétisation et développement des compétences».

Esperancia MBOSSA-OKANDZE



Pour tous les travaux d'impression en noir et blanc et en couleur, une remise est accordée aux clients fidèles.

L'imprimerie Saint Paul est située non loin de la cathédrale Sacré-Coeur de Brazzaville.

Nos services:

- * impression de toutes cartes confondues
- * impression des calendriers
- * conception des logos
- * impression des brochures, revues, magazines, journaux, rapport d'activités
- * reliure pour tous types de documents.

Pour de plus amples renseignements: Contactez: 06 672 45 27

Attaché de Direction commerciale: Blaise BIKINDOU

Tél: (242) 05 560 39 11 ou 06 666 43 09

Imprimerie Saint Paul: 79 ans de savoir-faire à vous plaire.

Etude de Maître Christèle Elianne BOUANGA-GNANGAISE
Notaire à Pointe-Noire
1 Angle Avenues Commandant FODE & Benoît GANONGO
Vers le Rond-point Mess Mixte de Garnison
Immeuble MORIJA, 1er étage, Centre-ville
B.P. 1431 Tél. : 22 29413 34/05 736 64 64
République du Congo

INSERTION LEGAIAE

Mutuelle Assurances Santé Congo
En sigle « MUTASCO SA. »
Société Anonyme avec Conseil d'Administration
Au Capital de Francs CFA: 10 000 000
Siège social : 34 Rue Sala, Quartier Siafoumou
R.C.C.M: CG/ PNR/18 B 294
Pointe-Noire- République du Congo

Suivant acte authentique reçu par le Notaire Soussigné, le 09 juillet 2018, enregistré à Pointe-Noire, le 26 juillet 2018, folio 143/4 no 375; il a été constitué une société dénommée « MUT ASCO SA », ayant pour:
FORME : Société Anonyme avec Conseil d'Administration.
OBJET : La société a pour objet, directement ou indirectement, en République du Congo et dans tous autres pays :
- La prise en charge des soins de santé ;
- La protection sociale et l'assurance santé ;
- La protection sociale pour les travailleurs du secteur informel ;
- La prévoyance santé.
Toutes opérations techniques, industrielles, commerciales et financières se rattachant directement ou indirectement, en tout ou parties, à l'objet de la société et à tous objets similaires ou connexes ou susceptibles d'en favoriser l'accomplissement ou le développement.
DUREE : 99 années à compter de son immatriculation au RCCM.
APPORTS EN NUMERAIRE : Aux termes de la déclaration de souscription et de l'état de versement reçus par le notaire soussigné, il a été fait apport, à la société en numéraire par les actionnaires, de la somme de Dix Millions (10.000.000) Francs CFA, constituant le

capital, divisé en Mille (1 000) actions de Dix Mille (10 000) Francs CFA chacune intégralement libérées.
ADMINISTRATION : La société est administrée par un Conseil d'Administration composé de :
- Monsieur Jean Shear Jashub MABIALA, Président-Directeur Général
- Madame Golden Premice DE MABIALA TCHIBINDA, Administrateur
- Monsieur Shémaiah Iefils DE MABIALA, Administrateur
COMMISSAIRES AUX COMPTES :
Le Cabinet « Taizé Conseils », sis à Pointe-Noire, dans l'enceinte de l'Evêché, BP: 1588, République du Congo, est désigné en qualité de Commissaire aux comptes titulaire.
RCCM : Elle est immatriculée au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier sous le no CG/PNR/18 B 294.
Dépôt légal: Greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire, le 13 août 2018 sous le no 18 DA 2511.
Fait à Pointe-Noire, le 27 août 2018

Pour avis et mention
Maître Christèle Elianne
BOUANGA-GNANGAISE
Notaire



APPEL D'OFFRES A CANDIDATS NATIONAUX

Projet d'appui à la lutte contre le Paludisme au Congo

Location d'entrepôts pour le stockage de Moustiquaires Imprégnées à Longue Durée d'Action (MILDA) pour la campagne de distribution des MILDA.
La République du Congo a obtenu une subvention du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (le « Fonds Mondial » essentiellement focalisée autour d'une distribution de masse de Moustiquaires Imprégnées à Longue Durée d'Action (MILDA). L'ONG Catholic Relief Service (CRS) a été retenue comme Récipiendaire Principal (PR) pour la mise en œuvre de cette subvention, laquelle mise en œuvre qui se fera en étroite collaboration avec le Ministère de la Santé à travers le Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP). Catholic Relief Services (CRS) a l'intention d'utiliser une partie du montant de cette subvention pour la location des entrepôts à Brazzaville et à Pointe Noire pour le stockage des Moustiquaires Imprégnées à Longue Durée d'Action (MILDA) destinées à la campagne de distribution de masse des MILDA.
Catholic Relief Services (CRS)/Congo invite les candidats éligibles et qualifiés à présenter leurs offres sous pli scellé « Offre de location des entrepôts de stockage de Moustiquaires Imprégnées à Longue Durée d'Action (MILDA) à Brazzaville et à Pointe Noire, en république du Congo ».
Les entreprises ou les personnes intéressées à participer peuvent obtenir une copie électronique du dossier d'appel d'offres auprès des bureaux de Catholic Relief Services situés à

l'adresse ci-dessous ou une copie électronique en envoyant un courrier électronique à l'adresse suivant: bidroc@crs.org.
Les candidats potentiels sont tenus de fournir leurs noms et leurs coordonnées (y compris leurs adresses de courrier électronique) afin qu'ils puissent être informés de toute modification apportée au dossier d'appel d'offres et/ou recevoir des éclaircissements faisant suite à des questions posées par d'autres candidats.
Les offres doivent rester valides pour une durée minimum de quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date limite de soumission des offres.
Les offres doivent être « remises en main propre et sous pli fermé » à l'adresse ci-dessous ou « soumises par voie électronique à bidroc@crs.org » ou vous pouvez choisir les deux au plus tard le 03 Octobre 2018 à 12h00 (GMT +1). Les enveloppes seront ouvertes (juste après la date limite de soumission) le 03 Octobre 2018 à 14h00 (GMT +1) en présence des représentants des candidats qui décideront d'assister à la séance d'ouverture de l'offre publique qui aura lieu à l'adresse ci-dessous. Les offres reçues après la date limite seront rejetées.
Les offres reçues après la date limite seront rejetées.

Adresse du Bureau du Congo :
Catholic Relief Services (CRS) – Congo
sise à Brazzaville, rue de Duplex,
quartier Blanche Gomes,

Derrière l'ambassade des Etats-Unis,
Centre-Ville, Brazzaville

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
REPUBLIQUE DU CONGO
Siège Social et Direction Nationale
BRAZZAVILLE
Tél.: 22.281.81.50-05.547.80.23-06.965.65.16
B.P.: 126 - beachzv@beac.int
Fax VSAT: 7082
Service de Gestion Administrative des Marchés

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°01/BEAC/DN.BZV/AONO/Tvx/2018

La Banque des Etats de l'Afrique Centrale envisage de réaliser, sur ressources propres, les travaux de rehausse du mur mitoyen de l'Agence de la BEAC à Pointe-Noire.

Par le présent avis d'appel d'offres, elle invite les sociétés intéressées et remplissant les conditions requises, à présenter une soumission.

Le processus de sélection se déroulera conformément aux dispositions du Code des Marchés et du Manuel de Procédures de Gestion des Marchés de la BEAC. Tout complément d'informations peut être obtenu aux adresses suivantes, les jours ouvrés, du lundi au vendredi, de 09h00' à 12h00'.

Brazzaville:

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
DIRECTION NATIONALE POUR LE CONGO
Appel d'Offres N°01/BEAC/DN.BZV/AONO/Tvx/2018 du 30/08/2018
Service de Gestion Administrative des Marchés,
5e étage, porte 514.
Avenue du Sergent MALAMINE, Brazzaville-Congo
Tél.: (242) 05 547 80 24.

Pointe-Noire:

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
AGENCE DE POINTE-NOIRE

Appel d'Offres N°01/BEAC/DN.BZV/AONO/Tvx/2018 du 30/08/2018
Service Gestion
Rez-de-chaussée, porte 004 (nouveau bâtiment).
09, rue Mbena, Rond-point Tribunal de Grande Instance, Pointe-Noire-Congo
Tél.: (242) 06 672 75 74 ou 06 612 75 75.

Le dossier d'appel d'offres, rédigé en français, peut être consulté, acheté et retiré à la Direction Nationale de la BEAC pour le Congo, à Brazzaville.

La participation au présent appel d'offres est conditionnée au paiement de la somme, non remboursable, de cent mille (100.000) F. CFA, à effectuer en espèces, au guichet de la BEAC à Brazzaville.

Une visite obligatoire du site sera organisée le 10 septembre 2018, à 10 heures. A l'issue de la visite du site, une réunion de cadrage obligatoire sera organisée le même jour.

Les soumissions doivent être déposées à la seule adresse indiquée ci-dessous, au plus tard, le 24 septembre 2018 à 12 heures précises. Toute soumission reçue après le délai fixé sera rejetée.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
DIRECTION NATIONALE POUR LE CONGO
Appel d'Offres N° 01/BEAC/DN.BZV/AONO/Tvx/2018 du 30/08/2018
Bureau d'Ordre, 6e étage, porte 601.
Avenue du Sergent MALAMINE, Brazzaville-Congo
Tél.: (242) 05 547 80 24, Poste 4601.

Les soumissions retenues seront ouvertes en une (01) étape, en présence des représentants des soumissionnaires, dûment mandatés. Le représentant mandaté doit être muni d'une procuration, afin d'être accepté en salle de dépouillement. Les plis administratifs, techniques et financiers seront ouverts, le 24 septembre 2018 à 13 heures précises, à la Direction Nationale de la BEAC pour le Congo, à Brazzaville.

Fait à Brazzaville, le 30 AOUT 2018.

La Présidente de la Commission Ad Hoc.

Association Jeunes leaders congolais

Un Centre d'enseignement d'écriture générale voit le jour à Brazzaville

Président-fondateur de l'association Jeunes leaders congolais, Marcellin Mounzéo Ngoyo a eu l'ingénieuse initiative de mettre sur pied le Centre d'enseignement d'écriture générale, sis à la paroisse Saint-Esprit de Mougali, dans l'arrondissement 4 de Brazzaville. Il en parle dans l'interview qu'il nous a accordée.

*Monsieur le président, comment est né ce projet?

**Le lancement de ce projet marque le passage du débat théorique à la pratique. Nous en avons tout simplement marre de tous ces maux qui minent notre société. Et, il est temps de mettre les pendules à l'heure. Cette initiative de l'association Jeunes leaders congolais se veut être une réponse adaptée à un problème crucial au Congo: la lutte contre les antivaleurs et l'insertion des jeunes dans la vie active en tant que agent économique. Ceci à travers des mécanismes d'éducation, de sensibilisation des jeunes aux valeurs républicaines, de démocratie et de citoyenneté, d'insertion socioéconomique par les activités génératrices de revenus et les métiers. Ce que j'appellerai "le grand remplacement", en empruntant les mots du Dr Louis Bakabadio, conseiller spécial à la Présidence de la République, chef du Département de l'éducation, de la recherche scientifique et de l'innovation technologique. Une manière, pour moi aussi, de vous inviter à prendre connaissance de son ouvrage

intitulé: «Le grand remplacement - le nouveau paradigme de l'émergence économique en Afrique» (...)

Dans l'espoir d'étendre notre perspective, en incluant d'autres formations, nous nous adressons tout d'abord à toutes ces personnes ayant des difficultés dans la langue française: enfant, jeune et adulte; ainsi qu'à toutes ces personnes ayant fait un choix professionnel dans les domaines tels que la communication, le secrétariat, la rédaction, etc. Et même, vous responsables de différentes institutions civiles et militaires, homme d'affaires, étudiant ou élève; bref, vous qui aimeriez améliorer votre communication et vos aptitudes en français; vous qui aimeriez améliorer votre expression et votre rédaction, mais surtout parler et écrire en bon français, l'association Jeunes Leaders Congolais vous propose un cadre idéal pour vivre un véritable moment riche en enseignement et en partage afin d'être un vrai professionnel de la langue de Molière.

*Quels en sont les objectifs?

**Ce centre vise le développement de compétences qui



Marcellin Mounzéo Ngoyo

permettront à l'individu de s'épanouir dans la langue française et au professionnel d'assumer pleinement sa charge selon les exigences de la profession. L'objectif principal est de développer les capacités intellectuelles de l'apprenant en l'amenant à communiquer de façon active en français, à l'oral comme à l'écrit, lui permettant de s'approprier des outils nécessaires à son insertion sociale.

A la fin de sa formation, l'apprenant sera en mesure d'apprendre les actes de langage conformément aux scènes de vie quotidienne: saluer, se présenter, présenter quelqu'un, demander des renseignements à quelqu'un, exprimer une volonté, exprimer une recommandation, s'excuser, remercier, etc.); apprendre à construire une phrase et son fonctionnement direct ou indi-

rect; apprendre les techniques d'écriture en jouant avec les sons, les formes et les mots; apprendre la conjugaison, le vocabulaire, la grammaire pour enrichir l'expression orale et écrite; mener des activités pour pratiquer différents modes de lecture et ainsi lire vite et mieux; apprendre à rédiger (une lettre, un conte, un discours, un Curriculum vitae, une lettre de motivation, un rapport de travail, de stage ou de mission, un compte rendu, une demande d'emploi, un procès-verbal, une œuvre littéraire, etc.); apprendre les expressions écrites, orales, les formules de politesses, etc. Outre cette formation, les apprenants auront la chance de profiter d'une éducation en général tels que le savoir-être et le savoir-vivre, dans l'espoir de leur faire adopter un nouveau comportement afin de répondre à des soucis de transversalité. Ce qui est nouveau ici, c'est la perspective de faire adopter des attitudes nouvelles et faire place à de nouveau type de citoyens congolais responsables, exemplaires et surtout défiant la chronique sur les antivaleurs. La démarche à suivre ici consiste à donner une grande importance au débat sur l'Education (valeurs morales et instructions) qui constitue le socle du développement intégral de la société congolaise, avec comme intention stratégique la prospérité, le mieux-être et le mieux-vivre pour chacun et pour tous. Ce que d'aucuns appellent «le développement», dont l'émergence constitue la phase intermédiaire. Je me mets encore à l'école du Dr Louis Bakabadio.

*Peut-on savoir quels sont vos projets?

**J'ai écrit un livre pour revisiter notre passé. Il sera bientôt disponible et a été préfacé par Mme Belinda Ayessa, Directrice générale du mémorial Pierre Savorgnan De Brazza. Celle-ci a personnellement marqué une touche gracieuse pour sa réalisation. Cet ouvrage nous apprend que la mémoire est la matière première de la construction nationale. L'avenir du pays est un projet commun qui s'articule tant sur notre présent que sur notre passé. Il y a des mémoires à retrouver, des consciences à purifier et l'avenir à inventer, non, à partir de rien, mais d'une réconciliation avec soi-même qui s'inscrit dans une véritable

marche-ensemble autour d'un projet commun national. Car, quand on ne connaît pas notre passé, le présent est ambigu. Or, quand le présent est ambigu, le futur est encore plus flou. Autre projet: la création d'une activité agropastorale que nous appellerons "Ferme agropastorale Espoir-Jeunes". Cette ferme aura pour vocation la formation des jeunes aux métiers de l'agropastoral et la production des produits agropastoraux afin de contribuer à l'amélioration de la consommation vivrière des Congolais. Nous projetons aussi de créer un journal intitulé "Yekola" (C'est-à-dire apprend) destiné aux jeunes afin de leur permettre d'accéder à l'information qui favorisera un équilibre relationnel entre gouvernants et gouvernés.

*Votre dernier mot?

**Nous sommes tous responsables de ce que notre pays est devenu et de sa relève. J'aime bien être à l'école des aînés. Ce qui me permet de revoir mes erreurs et de mieux affronter l'avenir. Je mets là en exergue la personne d'un aîné, d'un père, l'abbé Mesmin Massengo, ancien Secrétaire général de l'Association des conférences épiscopales de la région d'Afrique centrale (ACERAC), vicaire judiciaire de l'Archidiocèse de Brazzaville et curé de la Paroisse Notre Dame du Rosaire de Bacongo, qui me disait que le «moi» est haïssable. Un jour ou l'autre, on prend tous un sens interdit, mais le plus important, c'est de pouvoir se relever quand on tombe, d'admettre ses erreurs et de pardonner, parce que nul n'est parfait, et ainsi avancer. Oui, d'aucuns diront, à bas ces discours progressistes ou pleins d'espoirs parce que ventre affamé n'a point d'oreilles, nous dit un proverbe. Mais, ces mots viennent d'un homme qui a été forgé par les épreuves et dont les racines se sont fortifiées dans le secret. Le silence m'a construit et j'ai appris dans l'humilité. Alors, ça ne sert à rien de continuer à se plaindre ou à maudire qui que ce soit, si ton pays ne fait rien pour toi, alors toi, qu'est ce que tu peux faire pour t'en sortir? Voilà les questions à se poser. Nous sommes conscients que les choses sont difficiles, mais cela ne nous laisse pas le droit de laisser tomber nos rêves. Nous avons une seule jeunesse, une seule Nation et

un seul Chef. «La paix n'est pas seulement un mot, elle est aussi un comportement», disait Félix Houphouët-Boigny. Et moi j'ajouterais que la paix est un état psycho-mental physique qui conjugue le bien-être et définit l'appartenance de l'homme à un environnement équilibré qui favorise son épanouissement (...) Nous devons restaurer une République qui ne laisse personne de côté et amène le pays vers un destin commun. Une République qui encouragera le mérite, le travail et la réussite. Une République qui respectera ses citoyens, donc ceux qui y vivent, et surtout y vivront après nous, leur donnera fierté et considération et refusera qu'un des siens soit oublié et relégué. C'est pourquoi, il est important de fédérer nos énergies et ensemble, nous serons plus efficaces pour répondre stratégiquement et efficacement au travail qui s'impose.

Il faut donc apprendre à se constituer en réseau et à travailler ensemble. Ce n'est qu'ensemble que nous saurons être efficace pour proposer des solutions durables. Je me souviens des conseils de Père Carlos, qui me disait: «Fédérez vos énergies pour accomplir de grandes choses». C'est pourquoi nous sommes ouverts à la collaboration. N'attendez pas, saisissez l'opportunité du Centre d'enseignement d'écriture générale pour améliorer votre français parlé et écrit et surtout. Un adage nous apprend qu'il n'est jamais trop tard pour apprendre.

Je profite donc de l'occasion pour dire merci au curé de la paroisse Saint-Esprit de Mougali, l'abbé Jean Paul Diakondo-Sina. Il a favorisé que le Centre d'enseignement d'écriture générale voie le jour, et travaille en partenariat avec nous. Merci aussi à toute l'équipe presbytérale, sans oublier l'abbé Darles Natet. A noter que les cours ont déjà débuté depuis le 16 juillet 2018. Ils prendront fin le 20 septembre 2018 pour la première vague, et reprendront le 15 octobre. Nous envisageons de nouer un partenariat avec d'autres paroisses, afin de ne pas éloigner les habitants de leurs communes. Les cours se déroulent lundi, mercredi et vendredi de 16h00 à 17h30. Franchement, le partenariat avec la paroisse Saint-Esprit de Mougali a été une vraie réussite.

Propos recueillis par VÉRAN CARRHOL YANGA

Pour toutes informations, appelez aux numéros: (242) 06 640 14 40 / 06 952 11 12

7 Raisons de se doter d'une solution Téléalarme

Bénéficiez d'une sécurité complète avec la Téléalarme **OBT**, en partenariat avec **Proteck**

Votre domicile est **supervisé** à distance 24h/24.

Système **dissuasif** avec panneau d'alerte.

Sirène de 110dB pour faire fuir les malfaiteurs.

Patrouille d'intervention en cas d'intrusion.

Si absent du domicile, réception de **SMS** en cas d'alerte.

Etre plus serein chez soi, en augmentant son niveau de **protection**.

Coût attractif.

@OFIS.CG
 @OFIScg
 OFIS

PROCUREZ-VOUS LA TÉLÉALARME en contactant le **06 899 98 53**

A VENDRE

Une parcelle au quartier Moutabala, vers PK-Mfilou.

Contact: 06 944 07 44

A VENDRE

-1 parcelle avec maison moderne située dans la zone industrielle de la Foire, à Pointe-Noire;

-1 parcelle avec maison située au marché de SADELMI, à Brazzaville.

Contact: 04 025 60 12.

E-mail: pikapaul2@gmail.com

Affaire DGSP-FECOHAND

Pour qui trancheront les juges du sport?

Dans l'affaire qui oppose les dirigeants de l'équipe féminine de la Direction générale de la sécurité présidentielle (DGSP) à la Fédération congolaise de handball (FECOHAND), les juges du sport qui composent la Chambre de conciliation et d'arbitrage du sport (CCAS) rendront leur sentence le 14 septembre 2018.

Les dirigeants de DGSP avaient récusé la paire arbitrale désignée par la FECOHAND pour diriger la finale féminine des championnats nationaux 2018 entre leur équipe et Abo-Sport. Le match ne s'étant plus disputé à cause de leur désistement, les sanctions fédérales n'ont pas tardé: disqualification de DGSP et rectificatif du classement général, de telle sorte que les militaires de la DGSP ne figurent plus sur le podium de la compétition et ne peuvent disputer la Coupe d'Afrique des vainqueurs de coupe! Depuis, le torchon brûle entre les deux parties. Les dirigeants de la DGSP ont alors saisi la CCAS, produit par le truchement de leur avocat la requête introductive d'instance et le bordereau des pièces qui l'accompagne. Leur requête demande ni plus ni moins l'annulation des décisions rendues à l'encontre de leur équipe. La CCAS entendant statuer dans un délai proche, elle a pris immédiatement une ordonnance fixant l'audience au vendredi 31 août. Le jour J, l'avocat de la partie défenderesse était malheureusement absent. La CCAS a finalement renvoyé



Les juges qui rendront la sentence

l'audience au 14 septembre. «Nous allons passer au crible toutes les irrégularités et illégalités que nous avons constatées dans les décisions

la décision de renvoi de l'audience. Les juges du sport n'ont pas hésité, quant à eux, à tirer l'oreille des deux parties. Ils leur ont rappelé que la

La CCAS, une instance créée pour dire le droit...

Compétente à connaître les différents litiges et conflits au sein des fédérations sportives nationales, la Chambre de conciliation et d'arbitrage du sport (CCAS) a été créée, par décision du Comité national olympique et sportif congolais (CNOSC) le 5 octobre 2011. Elle est constituée de deux sections, l'une d'arbitrage, l'autre de conciliation, et d'un bureau de cinq membres. Son président actuel, Me Michel Kaboul Mahouta, notaire, était premier vice-président dans l'ancien bureau dirigé par Corneille Moukala-Moukoko. Il est assisté d'un deuxième vice-président, Michel Miambi, magistrat qui était deuxième vice-président. Le bureau est complété par un rapporteur-général et d'un rapporteur-adjoint, chargé des finances et de la comptabilité.

sanctionnant l'équipe handball de la DGSP», a promis l'avocat de la DGSP, Me Eric Yvon Ibouanga.

Du côté de la FECOHAND, le vice-président s'est abstenu de tout commentaire après

procédure actuelle sera prise en urgence. Qui pourrait s'en plaindre?

Guy-Saturnin MAHOUNGOU

Football/ Championnat de Ligue 1 Sprint et dénouement à l'horizon!

Les cinq prochaines journées sonneront le dénouement du championnat national d'élite Ligue 1. Le football congolais aura alors son nouveau champion. Ce pourrait être l'AS Otohô qui a confirmé son leadership. Trois points supplémentaires sont tombés dans son escarcelle, pour mieux garnir son compte au classement provisoire.

Ces points, l'AS Otohô les a glanés dimanche 2 septembre au Stade Marien Ngouabi d'Owando, donc à domicile, aux dépens de JSP, battue sans autre forme de procès par 3-0. Elle compte désormais 59 points! Qui rejoindra les poulains du président Raoul Maixent Ominga? Trois candidats en lice, certes: La Mancha (56 points), AC Léopards (53 points) et Diables-Noirs (52 points). Mais leurs

résultats étant en dents de scie, ils se font des soucis.

Les Diables-Noirs, par exemple, ont dégoûté leur public, incapables de faire entendre raison au modeste FC Kondzo, au Stade Massamba-Débat, lors de l'unique match du dimanche 2 septembre. Manquant de génie, ils ont été contraints au match nul (1-1). On ne retiendra rien de ce match sans beauté. Après deux matchs nuls, l'AC Léopards l'a emporté enfin face à JST par la plus petite des marges: 1-0, au Stade omnisports de Madingou. En match remis, jeudi 30 août, La Mancha avait consolidé sa deuxième place au classement en épingleant Saint-Michel de Ouenzé (1-0). De même, elle s'est débarrassée du CARA (1-0), lundi 3 septembre.

Féroce et implacable aussi est

la lutte en bas du classement. De très mal classés se battent pour leur survie. Saint-Michel de Ouenzé n'y arrivent malheureusement pas, étant encore battu par l'AS Cheminots (0-1) au Complexe sportif de Pointe-Noire. En lever de rideau de V.Club Mokanda-Nico-Nicoyé (0-1). Cela étant, Tongo FC et Inter Club avait ouvert les hostilités samedi 1er septembre au Stade Massamba-Débat. Pour se séparer par la victoire des militaires (2-1). A cela s'ajoute, le même jour et sur la même pelouse, la victoire d'Etoile du Congo aux dépens de Patronage Sainte-Anne (2-0).

Jean ZENGABIO

Tous les résultats: Tongo FC-Inter Club (1-2), Etoile du Congo-Patronage Sainte-Anne (2-0), AS Cheminots-SMO (1-0), V.Club Mokanda-Nico-Nicoyé (0-1), AC Léopards-JST (1-0), AS Otohô-JSP (3-0), FC Kondzo-Diables-Noirs (1-1), CARA-La Mancha (0-1).

FECOFOOT

Elections sans suspense le 25 septembre!

Un seul candidat briguera le très prestigieux poste de président du comité exécutif de la Fédération congolaise de football (FECOFOOT), en l'occurrence Jean-Guy Blaise Mayola, actuel 1er vice-président, a annoncé, lundi 3 septembre 2018, le président de la commission électorale, Didier Potard Mohoussa, au cours d'une conférence de presse.

La commission électorale avait reçu deux listes de candidatures. Après examen minutieux, elle n'a retenu que celle conduite par Jean-Guy Blaise Mayolas, qui remplit les critères d'éligibilité, et indiqué les mobiles pour lesquels l'autre liste a été rejetée. Dieudonné Nzongi, tête de cette liste, n'a pas prouvé son appartenance à un club ou une association et produit l'acte de moralité exigée pour briguer la présidence, en plus d'autres irrégularités constatées dans son dossier, selon la Commission. La liste de Jean-Guy Blaise



Les membres de la commission électorale

Mayolas passera, donc vraisemblablement, comme une lettre à la poste, le 25 septembre, jour du scrutin, sauf si les électeurs en décident autrement. Figurent sur sa liste: Jean-Médard Didace Moussodia (1^{er} vice-président), Albert Ngombé (2^e vice-président), Jean-Paul Fouani (3^e vice-président), Jean Médard Kossa (4^e vice-président),

Karl-Boniface Malalou (5^e vice-président), et 9 membres: Gobard Gami, Victor-Magloire Nganguia, Léon-Florent Okoula, Alain-Roger Fouka, Virginie-Lucienne Moukoko, Zéphirin Mouko, Jean-Eloi Mankou, René-Daniel Louzaya.

G.-S.M.

La pelouse synthétique du Stade Denis Sassou Nguesso a été posée

Le nouvel écrin prêt à être livré

C'est là ! La pelouse synthétique tant attendue par le public sportif congolais depuis quelques jours sur l'aire de jeu du stade Denis Sassou Nguesso de Dolisie! Le meilleur club congolais de la décennie, l'AC Léopards, renouera bientôt avec son stade. L'entreprise adjudicataire de ce marché avait lancé les travaux relatifs à la pose de la pelouse synthétique au début du mois de septembre 2017. Fin octobre de la même année, des lots de matériels étaient déjà acheminés sur le chantier, pour amorcer les travaux d'implantation du gazon synthétique. Malheureusement, mi-novembre 2017, l'opérateur était contraint de les arrêter momentanément à cause des pluies diluviennes qui arrosaient la ville, à cette période. C'est finalement le 8 juin 2018 que l'entrepreneur a pu relancer le chantier avec force et vigueur, la grande saison sèche aidant. En dehors de l'aire de jeu, des nouvelles et pittoresques installations ont été aussi placées à l'espace des bancs de remplaçants. Pour le reste, il suffit seulement qu'on applique une couche de peinture sur les murs pour que le stade refasse peau neuve. Le stade de Madingou, c'est bientôt une page tournée pour les Fauves du Niari qui étaient contraints de l'utiliser pour accueillir leurs hôtes. Finie aussi



La pelouse synthétique est enfin là

la transhumance des fans de l'AC Léopards, obligés également de faire le déplacement de la capitale de la Bouenza, pour soutenir leur équipe, malgré la conjoncture économique et financière difficile. D'ici là, les travaux seront complètement achevés sur le chantier du stade Denis Sassou

Nguesso. Au grand bonheur des Dolisiens qui attendent de vivre l'ambiance d'antan, lors de la prochaine saison sportive dans leurs propres installations requinquées.

Eric MAHOUNGOU-NZINGOU

Congo-Zimbabwe

Les Diables-Rouges arrivent au compte-gouttes

Cinq joueurs professionnels retenus par Candido Valdo ont quitté l'aéroport Roissy lundi 3 septembre, mais sans Bifouma qui devrait prendre son vol mercredi 5 septembre. Ce sont Merveil Ndockyt, Marvin Baudry, Dzon Delarge, Sylvester Ganvoula et Fernand Mayembo. Une source affirme qu'ils n'ont reçu leurs titres de voyage que tard dimanche 2 septembre. Baron Kimbamba, récemment transféré à Linense (Ligue 3 Espagne), voyagera par le Maroc. Par contre, Tobias Badila et Delvin Ndinga (blessés), Mafoumbi (manque de temps de jeu, selon Valdo) et Obambot (instance de transfert) seront absents. Pas de nouvelles concernant Junior Maklessé (Libye) et Junior Amour Loussoukou (Tunisie). Lundi, en début d'après-midi, la liste définitive des "23" n'était toujours pas publiée. Le match aura lieu dimanche 9 septembre au Stade Président Alphonse Massamba-Débat.

Y a-t-il un problème Denis Christel Sassou-Nguesso?

Pourquoi cet acharnement? Pourquoi ce poids deux mesures? Avant d'être un Homme politique ou un Homme public, on est avant tout un Humain avec une sensibilité, une éducation, un parcours, une culture, un regard panoramique sur le monde, une vision...

Tous ces paramètres influencent indéniablement nos projets de vie, nos orientations et nos engagements, et M. Denis Christel Sassou-Nguesso n'échappe naturellement pas à cette configuration. En s'engageant en politique et en adhérant au Parti Congolais du Travail dont il est membre du bureau politique, M. Denis Christel Sassou-Nguesso n'a pas pour autant renié sa vision globale du monde et ses convictions profondes forgées par les paramètres vitaux que nous avons énumérés plus haut, même si la discipline du parti exige un certain esprit collectif.

Cependant, cette discipline de parti ne peut pas enlever en l'Homme sa capacité de réfléchir et d'agir pour ses concitoyens, d'autant plus que d'autres membres du Parti Congolais du Travail posent des actes à peu près similaires, sans pour autant s'attirer des foudres aussi violentes et disproportionnées.

Tenez, quand M. Denis Christel Sassou-Nguesso écrit «Ce que je crois», dont la pensée centrale est contenue en page 11 et stipule la chose suivante: «Je suis convaincu qu'une société qui ne se donne pas les moyens appropriés de vaincre les maux dont elle souffre va inexorablement à sa perte». Certains y voient des ambitions présidentielles.

Non, «Ce que je crois» est à la fois la présentation des faits concrets et vérifiables, mais aussi un partage de la vision de M. Denis Christel Sassou-Nguesso basée en grande partie sur son vécu, ses activités politico-administratives et les réalisations de sa fondation, la Fondation Perspectives d'Avenir.

Certains esprits en manque d'inspirations rationnelles, spécialistes des complots et des intrigues, l'ont présenté comme un projet de société, quelle indignité! Mais où sont ces mêmes comploteurs, ces mêmes intrigants et ces mêmes apprentis dictateurs quand d'autres membres du Parti Congolais du Travail écrivent des livres? Donc, certains ont aisément le droit d'écrire et d'autres non?

Pourquoi seule la plume de M. Denis Christel Sassou-Nguesso dérange?

Nous nous posons des questions sur cet acharnement à l'égard d'un citoyen qui a décidé de donner un sens noble aux mots Engagement et Patriotisme?

Je me pose ces questions et je n'arrive pas à obtenir des réponses objectives...Parce qu'il n'y en a pas, compte tenu du fait qu'elles sont subjectives et fortement teintées d'intrigues pernicieuses et toxiques pour une jeune nation qui a plus que jamais besoin d'initiatives sal-

vatrices plutôt que des guerres intestines stériles qui tentent en réalité d'occulter les ambitions inavouées de certains.

Quand arrêterons-nous avec nos attitudes néo-communistes intrigantes et complotistes? Quand M. Denis Christel Sassou-Nguesso décide de parrainer l'initiative «Le Congo que nous voulons», qui rappelons-le, est un cercle de réflexions qui parcourt le pays pour recueillir les aspirations profondes des Congolais et promouvoir une sorte de démocratie participative à travers des débats, afin de transmettre, in fine, sous forme de memorandum, la mouture finale au chef du pouvoir exécutif, ces mêmes esprits en mal d'inspirations rationnelles le taxent d'être en précampagne, quelle mauvaise foi!

Mais où étaient ces apprentis dictateurs quand un membre du Parti Congolais du Travail, membre du Gouvernement, a décidé de parrainer récemment un Think Tank? Pourquoi cela n'a pas généré des réactions radioactives dignes de Tchernobyl? Pas besoin de faire sciences politiques pour comprendre qu'il y a un problème Denis Christel Sassou-Nguesso, disons ouvertement les choses et exprimons notre ras-le-bol.

Comment expliquer cette différence de traitement et même cette discrimination?

Ces partisans de l'immobilisme structurel et du complot per-



Denis Christel Sassou-Nguesso (à g.)

manent constitueront toujours des freins dans notre ambition d'émerger et de se développer, car l'Homme politique devrait être, tout d'abord et avant tout, un architecte de sa société chargé d'en imaginer les solutions efficaces et efficientes afin de booster le bonheur collectif.

La politique n'est pas une succession d'intrigues et de boules puantes, comme certains veulent l'orienter, car ils ne savent faire que cela.

La politique est la science de la société chargée de répondre aux aspirations sociétales (santé, éducation, pouvoir d'achat, emploi, etc.).

Les Congolais ont besoin d'idées novatrices pour sortir de cette

grave crise financière par une réelle relance économique dont on pourra espérer qu'elle booste le vaste chantier de la diversification économique.

Quand M. Denis Christel Sassou-Nguesso met en place le Programme de santé communautaire, en s'inspirant de ce qui se passe au Maroc, ces mêmes comploteurs, beaucoup plus préoccupés par leurs stratégies intrigantes que par la fracture sanitaire qui existe dans notre pays, prétendent qu'il se substitue aux pouvoirs publics traditionnels, alors qu'il ne répond qu'à une incommensurable détresse.

M. Denis Christel Sassou-Nguesso a-t-il inventé toutes ces personnes malades qui affluent pour

bénéficier gratuitement des soins de qualité?

Rappelons une chose et ceux qui se cachent derrière la discipline du parti devraient, en principe, le savoir, la social-démocratie qui est la doctrine officielle du Parti Congolais du Travail préconise, avant tout, la justice sociale et M. Denis Christel Sassou-Nguesso, en mettant en place le Programme de santé communautaire, est, en réalité, en phase avec ses propres convictions d'Homme de gauche, socio-démocrate et la pensée doctrinale de son parti, le Parti Congolais du Travail.

Devons-nous laisser nos compatriotes souffrir et mourir?

Le Programme de santé communautaire a permis de révéler au grand jour la fracture sanitaire qui existe dans notre pays et nos autorités de référence dans le domaine de la santé publique devraient tenir compte de cette réalité qui creuse les inégalités.

Certains de nos compatriotes financent aussi des fondations et font également des donations diverses sans pour autant qu'on se pose hypocritement la question de l'origine des fonds. Pourquoi cette indignation sélective?

D'autres financent des organisations sportives et des grandes structures associatives sans pour autant qu'on se pose la question de la provenance des moyens. Pourquoi quand il s'agit de M. Denis Christel Sassou-Nguesso, on lui cherche des poux sur la tête?

Cette façon très cynique de faire de la politique ne nous honore pas.

Les Congolais ont des vraies préoccupations, notre classe po-

litique devrait le comprendre et être pragmatique.

Quand M. Denis Christel Sassou-Nguesso décide de parrainer le Groupement d'Associations Bana Congo qui contribue à la rénovation et à la modernisation de nos écoles publiques, il est une nouvelle fois cohérent avec lui-même, car il a compris que notre pays ne pourra pas émerger et se développer sans valoriser le capital humain qui commence par garantir une école qui ne se limite pas simplement à dispenser le savoir, mais aussi à réunir les conditions afin que nos enfants soient épanouis pour les aider à devenir des citoyens.

Le PND 2018 récemment adopté a lui-même reconnu que l'école actuelle n'était pas adaptée à notre ambition d'émerger et que le capital humain doit être valorisé.

Ce qui démontre que M. Denis Christel Sassou-Nguesso a raison d'agir comme il le fait. La vraie social-démocratie est celle qui fortifie l'école publique dans son rôle originel d'ascenseur social républicain par excellence et ça, M. Denis Christel Sassou-Nguesso l'a compris.

Ceux qui ont voulu opposer sa démarche à celle du Président Denis Sassou-Nguesso n'avaient certainement pas à l'esprit que «La marche vers le développement» demeure le centre nerveux de l'action de M. Denis Christel Sassou-Nguesso qui est un Homme loyal et pragmatique. Ce qu'il a réitéré dans son interview du 27 août 2018 via La Tribune Afrique, précisant qu'il n'était pas candidat en 2021 et mieux, apporte son soutien indéfectible à la candidature du Président Denis Sassou-Nguesso en 2021.

Yannick GOMA

Plan National de Développement (PND) 2018-2022

La bonne gouvernance devra être le moteur pour que ce plan soit la panacée à la crise économique et financière actuelle

Durant les discussions préalables à l'adoption du Plan National de Développement 2018-2022, comme d'habitude dans notre Pays, certains acteurs y allaient chacun de leur petite propagande sur ce PND qui serait pour eux la panacée à la grave crise économique et financière actuelle. Faux, absolument faux, si la bonne gouvernance n'est pas

au rendez-vous!

Ce n'est pas un plan de développement qui peut être la panacée à une crise économique et financière, mais la bonne gouvernance globale.

Le PND ne sera pas le moteur de la bonne Gouvernance, mais l'inverse.

C'est la bonne gouvernance qui devra être le moteur du Plan; en ce sens que la bonne gouvernance devra permettre la réalisation efficace et efficiente du plan, et parvenir aux succès attendus dudit plan sur les populations et l'ensemble de notre société.

En réalité, un plan national de développement, ce n'est pas tant son contenu, mais les transformations qu'il est capable d'opérer auprès des populations et dans la société: les emplois, la réduction de la pauvreté, l'amélioration du système sanitaire, l'accès facile aux soins de santé, la formation qualifiante, la diversification «réelle» de l'économie, etc.

«Mieux vaut la fin d'une chose que son commencement»

Pour nous, ce PND 2018-2022, c'est un énième «bon plan» qui ne nous garantit a priori rien pour pavoiser dès à présent.

La vraie question pour les Congolais, c'est, que donnera-t-il à l'issue de son exécution?

Il n'aboutira à rien, si les auteurs des échecs répétitifs des plans antérieurs ne se ressaisissent pas et ne se départissent pas de leurs mauvaises pratiques suffisamment fustigées ces derniers temps: la corruption, la gabegie; le tout, dans l'insouciance et l'impunité totale.

Lorsqu'on a une machine qui ne produit pas le rendement attendu, la solution n'est pas simplement de lui donner une nouvelle parure, mais plutôt donner une nouvelle vie à son moteur, changer

l'essentiel du système, pour espérer des performances plus importantes.

C'est donc pour nous, plus que logique que ce PND, initialement conçu avec deux axes stratégiques prioritaires, ait été reconfiguré avant son adoption avec trois axes, en lui adjoignant le plus important d'entre les trois axes: la gouvernance.

Le renforcement de la gouvernance a donc été retenu comme axe prioritaire dans ce PND 2018-2022, ce qui nous réjouit bien naturellement.

Les deux autres axes stratégiques prioritaires étant le développement du capital humain (la formation), et la diversification de l'économie. Très ambitieux comme plan national de développement! Mais, tous les plans sont



pour la plupart du temps «bon et ambitieux», comme notre précédent plan d'ailleurs, celui de 2012-2016, mais qui, nous semble-t-il, n'a pas atteint les résultats escomptés, pour des raisons bien évidentes de gouvernance!!!

Le vrai challenge, c'est qu'un Plan national de développement remplisse toutes les préconisations, et parvienne à changer la vie des populations.

Quand un Plan national de développement ne parvient pas à des avancées sociales et sociétales, c'est un échec.

Diop MAHOUCOUS


BUROTOP IRIS

**ACHETER UN TELEVISEUR SMART
 N'EST PLUS UN LUXE**

VESTEL



- 32'' HD : 119 000 FCFA HT**
- 43'' FULL HD : 219 000 FCFA HT**
- 50'' FULL HD SMART : 369 000 FCFA HT**
- 55'' FULL HD SMART : 419 000 FCFA HT**
- 65'' ULTRA HD SMART : 999 000 FCFA HT**

4 Avenue FOCH - Centre Ville - Brazzaville Tél.: 055 777 888 - 066 69 60 60
Avenue Moe Katt Matou - après le Rond Point Kassaï - Pointe-Noire Tél.: 044 53 53 53 - 056 056 056